



Analyse Intégrée du Contexte (AIC)

Guinée-Bissau



Programme Alimentaire Mondial

Analyse Intégrée du Contexte (AIC)

Analyse menée en décembre 2024

© Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Via C.G. Viola 68/70

Parco de Medici

00148 Rome, Italie

<http://www.wfp.org/>

Bairro D'Achada (Coqueiros), Avenida Pansau Na Isna, Bissau, Guinea-Bissau | T +245 96 632 55 53 | E-mail wfp.bissau@wfp.org

Pour plus d'informations, merci de contacter :

PAM Guinée-Bissau

Dome TINE, VAM – Data analyst, (dome.tine@wfp.org)

Bureau Régional du PAM

Federico DOEHNERT, RAM Advisor, (federico.doehnert@wfp.org)

Siège du PAM

Sirio MODUGNO, GIS and Remote Sensing unit (GRS), Analysis, Planning and Performance Division (APP), (sirio.modugno@wfp.org)

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ANALYSE INTEGREE DU CONTEXTE	1
1.1. Qu'est-ce-que l'analyse intégrée du contexte ?	1
1.2. Objectifs de l'AIC.....	1
1.3. Processus de mise en œuvre de l'AIC	1
1.4. Estimations de la population en insécurité alimentaire	3
1.5. Dégradation des terres	3
1.6. Nutrition	3
1.7. Saisonnalité	3
1.8. Chocs naturels	4
CHAPITRE 2 : PRINCIPAUX RESULTATS DE L'AIC	5
1.9. Principales dimensions de l'AIC	5
1.9.1. Sécurité alimentaire	5
1.9.2. Chocs naturels	6
1.9.3. Dégradation des terres.....	9
1.9.4. Zones AIC.....	10
1.10. Dimensions thématiques de l'AIC.....	12
1.10.1. Nutrition	12
1.10.2. Moyens d'existence	13
1.10.3. Saisonnalité	14
1.11. Informations démographiques.....	15
1.11.1. Données démographiques.....	15
1.11.2. Estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire	16
CHAPITRE 2. IMPLICATIONS DE L'AIC EN TERMES DE PROGRAMMATION	18
2.1. Catégorie 1 : Renforcer la résilience aux chocs.....	19
2.2. Catégorie 2 : Insécurité alimentaire saisonnière et redressement.....	22
2.3. Catégorie 3 : Programmes de plus long terme.....	25
2.4. Catégorie 4: Réduire les risques liés aux chocs	28
2.5. Catégorie 5 : Renforcement de la préparation	31
CHAPITRE 3. METHODES ANALYTIQUES.....	33
3.1. Sécurité alimentaire	33
3.2. Chocs naturels.....	33
3.3. Dégradation des terres.....	35
3.4. Nutrition	37
3.5. Moyens d'existence	37
3.6. Saisonnalité	37
3.6.1. Sécurité alimentaire	37
3.6.2. Chocs naturels	37
CHAPITRE 4. ETAPES SUIVANTES	39
CHAPITRE 5. ANNEXES ET TABLEAUX DES DONNEES.....	41
5.1. Annexes	41
5.1.1. Analyse intégrée du contexte	41
5.1.2. Sources des données	42
5.2. Tableaux de données	44

LISTE DES CARTES

Carte 1: Zones AIC (insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres).....	2
Carte 2: Niveaux de récurrence de l'insécurité alimentaire.	6
Carte 3: Niveaux d'occurrence des inondations.	7
Carte 4: Nombre de mauvaises saisons de croissance.	8
Carte 5: Combinaison des données sur les chocs naturels (tous).	9
Carte 6: Dégradation des terres.....	10
Carte 7: Zones AIC (Insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres)	11
Carte 8: Catégories AIC	12
Carte 9: Nutrition et zones AIC	13
Carte 10: Vulnérabilité des zones des moyens d'existence aux risques d'inondation.	14
Carte 11: Zones AIC (Insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres) et densité de population (>100 personnes par hectare).....	16
Carte 12: Zones de la Catégorie 1	19
Carte 13: Zones de la Catégorie 2	22
Carte 14: Zones de la Catégorie 3	25
Carte 15: Zones de la Catégorie 4	28
Carte 16: Zones de la Catégorie 5	31
Carte 17: Changement des catégories de couverture terrestre (Temps-1 : 2001-2008 vs. Temps-2 20016-2023-).....	36
Carte 18: Carte des Zones de moyens d'existence (ZME), CILSS (2017).....	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Catégories et zones AIC.....	11
Tableau 2: Tableau des indicateurs de la Catégorie 1	21
Tableau 3: Tableau des indicateurs de la Catégorie 2.	24
Tableau 4: Tableau des indicateurs de la Catégorie 3	27
Tableau 5: Tableau des indicateurs de la Catégorie 4.	30
Tableau 6: Tableau des indicateurs de la Catégorie 5	32

Chapitre 1 : Résumé des principaux résultats de l'analyse intégrée du contexte

1.1. Qu'est-ce-que l'analyse intégrée du contexte ?

L'analyse intégrée du contexte (AIC) consiste à produire des cartes combinant des informations pertinentes pour identifier les modèles de vulnérabilité. Elle superpose des analyses de tendances historiques liées à la sécurité alimentaire, aux chocs naturels et à la dégradation des sols (facteur aggravant les risques de chocs naturels) afin de repérer les zones de convergence. Ces données servent ensuite de base à des discussions entre le gouvernement et les partenaires pour définir les stratégies programmatiques les plus adaptées à chaque zone géographique, notamment en matière de renforcement de la résilience, de réduction des risques de catastrophe, de protection sociale et de préparation aux urgences.

L'AIC intègre également d'autres couches de données, telles que la nutrition, la saisonnalité, les moyens de subsistance ou encore les estimations des populations en situation d'insécurité alimentaire. Ces informations offrent une diversité de perspectives permettant d'enrichir la documentation pour la planification des interventions. En outre, l'AIC peut identifier des zones nécessitant des analyses approfondies ou des études spécifiques supplémentaires afin d'acquérir des informations détaillées pour orienter la programmation de manière plus précise.

L'AIC pour Guinée-Bissau classe les régions en cinq catégories allant de 1 à 5 (et les zones AIC correspondante) sur la base du niveau de récurrence de l'insécurité alimentaire et de l'exposition aux chocs naturels (voir description ci-dessous). Les résultats sont présentés sous forme de carte ([Carte 1](#)). Les catégories et les zones AIC apportent des informations pour établir des stratégies générales en termes de programmation et servent de base de discussion avec les partenaires. Des détails sur les zones et les implications de cette classification sont fournis au [chapitre 2](#) de ce rapport.

1.2. Objectifs de l'AIC

L'AIC poursuit plusieurs buts essentiels :

- Offrir un aperçu détaillé des tendances récentes en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de risques naturels, tout en prenant en compte des facteurs aggravants comme la dégradation des terres.
- Proposer des stratégies globales pour renforcer la résilience des populations.
- Estimer le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire afin de faciliter la planification.
- Identifier les zones prioritaires pour des interventions ciblées, notamment celles où une PSME devrait être réalisée.

1.3. Processus de mise en œuvre de l'AIC

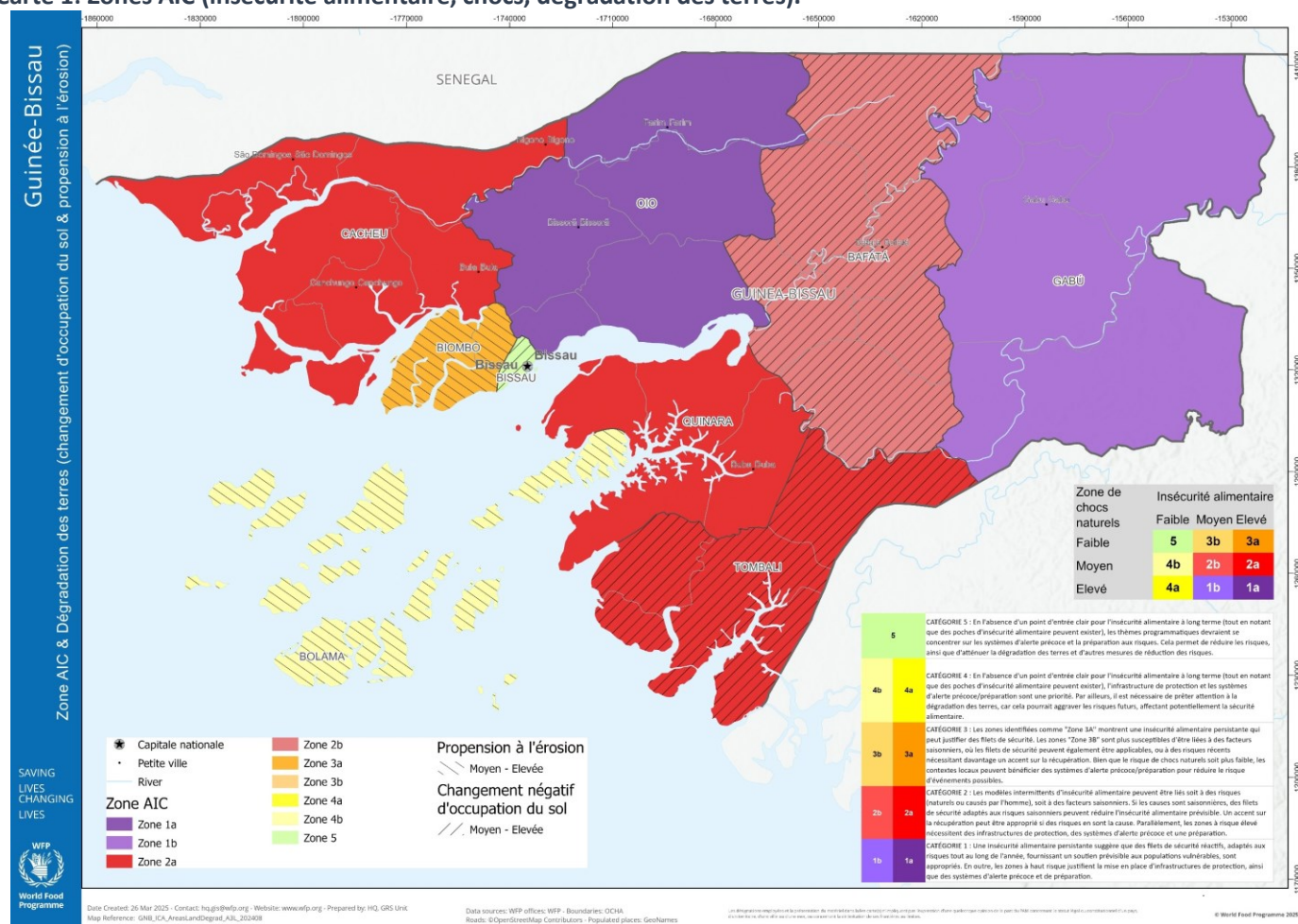
L'analyse suit une série d'étapes structurées :

1. Analyse des tendances de la sécurité alimentaire : Cette étape repose sur les données disponibles des dernières années et permet de classer les zones (départements, provinces, régions, etc.) en niveaux d'insécurité alimentaire faible, moyen ou élevé.
2. Analyse des risques de chocs naturels : Les zones sont également classifiées selon leur exposition à ces risques (faible, moyenne ou élevée).
3. Analyse de la convergence : Les résultats des étapes précédentes sont combinés pour catégoriser les zones en fonction des critères standards de l'AIC, en mettant en évidence les régions où la sécurité alimentaire est la plus menacée par les chocs naturels.
4. Analyse des facteurs aggravants (par ex. niveau de dégradation des terres) selon les zones du pays, mais aussi de la situation nutritionnelle, des moyens d'existence des ménages et de la dimension saisonnière de l'insécurité alimentaire (selon le contexte et les données disponibles).
5. Estimations du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans un but de planification (nombre moyen de personnes en insécurité alimentaire sur la période analysée, nombre minimum de personnes en insécurité alimentaire, nombre de personnes qui pourraient potentiellement tomber dans une situation d'insécurité alimentaire en cas de choc).

CATEGORIE 1	Programmes de long terme pour s'attaquer aux conditions des crises prolongées et aux chocs naturels fréquents qui empêchent le redressement. Les objectifs sont d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire, de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 2	Programmes qui s'occupent de l'insécurité alimentaire saisonnière et/ou apportent un appui au redressement après un choc . L'objectif est de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 3	Programmes de long terme qui s'occupent des conditions de long terme (chroniques) de l'insécurité alimentaire qui ne sont probablement pas dues à des facteurs climatiques (par ex., pauvreté, conflit prolongé, etc.). L'objectif est d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience aux chocs et aux autres facteurs de stress d'origine humaine.
CATEGORIE 4	Programmes qui renforcent l'alerte précoce et la préparation (prenant en compte les tendances en termes de dégradation des terres) afin de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 5	Programmes qui renforcent la préparation pour réduire les risques et renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.

Risque d'exposition à des chocs naturels	Récurrence de l'insécurité alimentaire au dessus du seuil		
	FAIBLE	MODERE	ELEVE
FAIBLE	Zone 5	Zone 3B	Zone 3A
MODERE	Zone 4 B	Zone 2 B	Zone 1 B
ELEVE	Zone 4 A	Zone 2 A	Zone 1 A

Carte 1: Zones AIC (insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres).



1.4. Estimations de la population en insécurité alimentaire

Au cours des cinq dernières années en Guinée-Bissau, en moyenne, **30,123** personnes par an étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, caractérisée par une consommation alimentaire insuffisante. Environ 23% de la population, soit **384,820** personnes, vivaient en insécurité alimentaire, englobant à la fois une consommation alimentaire pauvre ou limite.

Ces chiffres moyens reflètent une réalité où une partie de la population est soit constamment en insécurité alimentaire, soit occasionnellement touchée à la suite d'un choc ou d'un événement externe. Parmi ces **384,820** personnes, environ **25,655** sont en insécurité alimentaire sévère, tandis que **359,165** sont en insécurité alimentaire modérée.

De plus, en cas de choc, **118,341** personnes supplémentaires pourraient potentiellement tomber en insécurité alimentaire, dont **28,498** en situation sévère. Ce chiffre est estimé à partir de l'écart entre la moyenne des deux plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire enregistrés au cours de cette période et la moyenne globale.

Les estimations des populations en insécurité alimentaire ont été établies en s'appuyant sur les données fournies par l'Institut National de la Statistique (INE). Les projections démographiques ont été utilisées pour chaque année au cours des cinq (5) dernières années étudiées. L'analyse repose sur la méthodologie CARI, qui intègre à la fois le niveau de vulnérabilité économique des ménages et les stratégies d'adaptation qu'ils mettent en œuvre en cas de pénurie alimentaire.

Tableau 1: Estimations du nombre de personnes en insécurité alimentaire (2019-2023).

Nombre moyen de personnes en insécurité alimentaire par an (2019-2023)	Situation sévère	30,123
	Situation modérée et sévère	384,820
Nombre minimum de personnes en insécurité alimentaire par an (2019-2023)	Situation sévère	25,655
	Situation modérée et sévère	359,165
Nombre potentiel de personnes additionnelles en insécurité alimentaire par an par rapport à la moyenne annuelle	Situation sévère	28,498
	Situation modérée et sévère	118,341

1.5. Dégradation des terres

En Guinée-Bissau, les risques naturels tels que les inondations, les vents violents et les sécheresses représentent des menaces significatives pour les populations et les écosystèmes. Ces phénomènes contribuent directement à la dégradation des sols, un problème majeur qui engendre une baisse alarmante de leur fertilité. Parmi les facteurs aggravants, on note l'érosion causée par des précipitations intenses, la salinisation accrue des sols, notamment dans les zones côtières, les impacts de la variabilité climatique et les changements d'occupation des sols dus aux activités anthropiques. Ces facteurs combinés réduisent la production vivrière, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des populations.

Les zones côtières apparaissent comme les plus exposées aux risques d'inondations, avec des conséquences graves telles que la salinisation des sols et la dégradation des terres agricoles. Ces impacts compromettent la capacité des communautés locales à maintenir des rendements agricoles suffisants. Les périodes de soudure prolongées accentuent cette vulnérabilité, entraînant une insécurité alimentaire croissante et limitant les options économiques des ménages.

1.6. Nutrition

Le taux de malnutrition chronique (retard de croissance) est de 29,9 pour cent en Guinée-Bissau et est en dessous du seuil critique de 30 pour cent fixé par l'OMS. Le retard de croissance ou la malnutrition chronique est le résultat d'un manque de nutrition adéquate au début de la vie sur une période prolongée et/ou de maladies chroniques ou récurrentes (MICS, 2019).

1.7. Saisonnalité

Les proportions les plus élevées de ménages en insécurité alimentaire sont généralement observées pendant la saison des pluies, notamment entre juillet et septembre. La sécurité alimentaire varie considérablement en fonction des localisations géographiques et des zones de moyens d'existence. Au cours des cinq dernières années, les régions d'Oio (32 pour cent), de Gabu (31 pour cent) et de Bafata (23 pour cent) ont enregistré les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire. Ces régions correspondent principalement aux zones de moyens d'existence des plaines du nord (GNB 02) et du nord-est (GNB 03).

1.8. Chocs naturels

Les régions côtières, notamment Cacheu, Biombo, Bissau, Quinara et Tombali, semblent être les plus affectées par les inondations et les vents violents, tandis que le nord-est du pays est principalement touché par le déficit pluviométrique. En conclusion, les zones côtières apparaissent comme les plus exposées aux chocs naturels, bien que des zones à risque élevé, telles que Bafata, Gabu, Quinara et Tombali, soient également identifiées.

Chapitre 2 : Principaux résultats de l'AIC

1.9. Principales dimensions de l'AIC

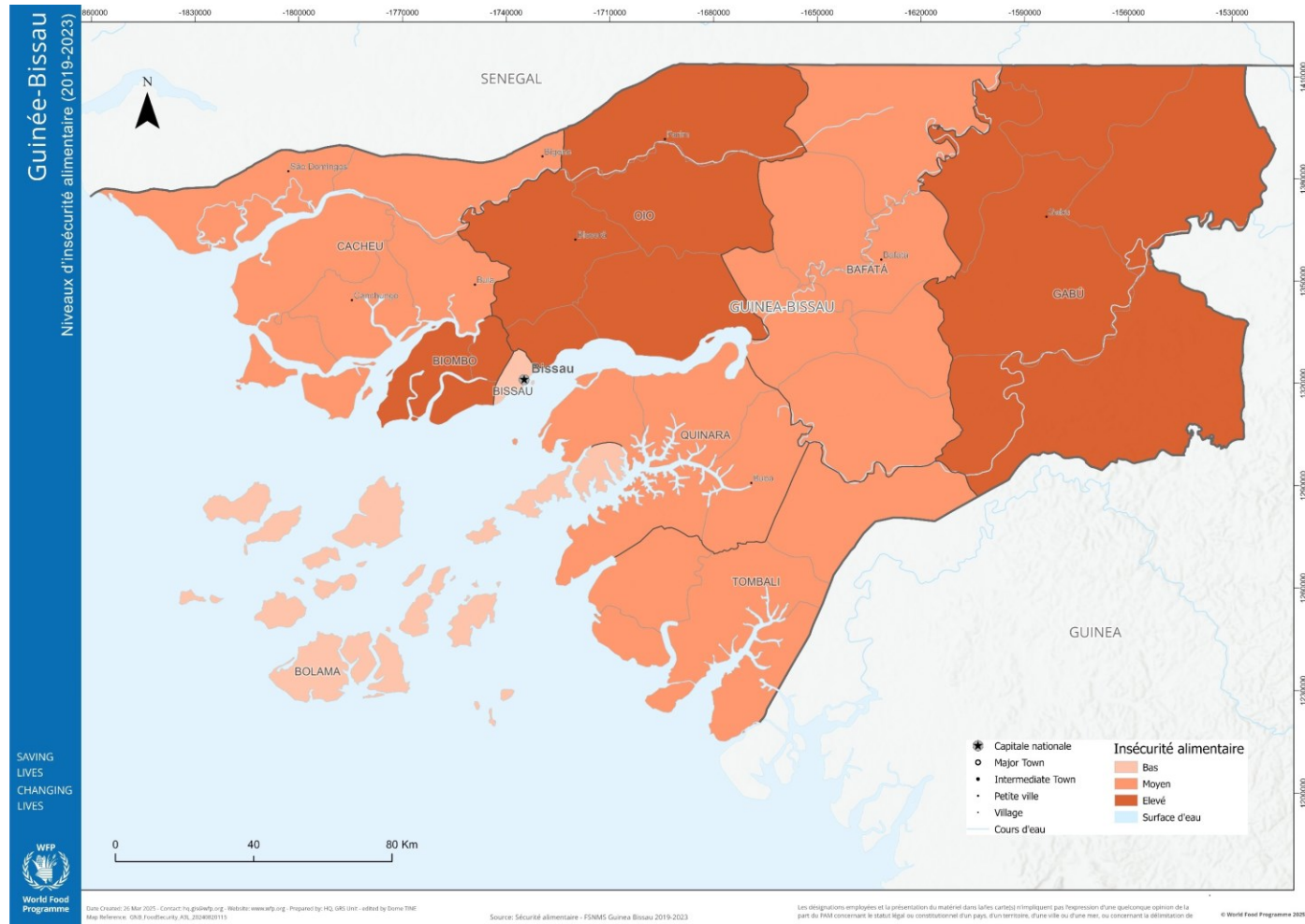
1.9.1. Sécurité alimentaire

La Guinée-Bissau fait face à une insécurité alimentaire alarmante, exacerbée par une pauvreté élevée, des chocs climatiques récurrents et une dépendance économique quasi exclusive à la production et à l'exportation de noix de cajou, qui représente 90 pour cent des exportations nationales. Les fluctuations des prix internationaux, les faibles rendements agricoles, les inondations récentes ayant touché plus de 125 000 hectares, et la dégradation environnementale aggravent la vulnérabilité des ménages, notamment dans les régions rurales comme Bafatá, Gabú et Oio. En mars 2024, 6 pour cent de la population (98 024 personnes) étaient en insécurité alimentaire sévère, tandis que 18 pour cent (311 595 personnes) étaient en phase 2, frôlant un basculement vers une situation critique. La malnutrition chronique touche encore 27,7 pour cent des enfants de moins de cinq ans, avec des niveaux dépassant 30 pour cent dans certaines régions, reflétant l'urgence d'interventions ciblées pour atténuer les impacts de cette crise sur la santé, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations vulnérable.

Au sujet des données sur la sécurité alimentaire. L'analyse de la sécurité alimentaire a été menée à partir des données de du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SiSSAN) conduit régulièrement par le PAM en collaboration en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et l'Institut National de la Statistique (INE). Les données étaient disponibles pour la période allant de 2019 à 2023. Pour la plupart des années, les données ont été collectées au moins une fois par an. Au total, quatre passages étaient disponibles soit quatre ans. Le PAM n'a pas conduit une évaluation de la sécurité alimentaire en 2020 en raison de la covid-19. La collecte des données est menée chaque année en septembre (pendant la période de soudure) auprès de 3000 ménages en moyenne dans le pays. Pour l'analyse, les données ont été agrégées au niveau région. Le principal indicateur de sécurité alimentaire utilisé pour l'analyse était l'Approche Consolidée pour le compte-rendu des Indicateurs de Sécurité Alimentaire (CARI). Le seuil de sécurité alimentaire a été fixé à 20 pour cent ce qui indique qu'un ménage sur cinq est en situation d'insécurité alimentaire. Les zones ont été classées sur la base du 1) nombre de fois où la valeur de l'indicateur était au-dessus du seuil, 2) de la différence entre la valeur moyenne de la sécurité alimentaire pour la zone et la moyenne nationale (plus la différence est grande, plus la situation de la sécurité alimentaire est sérieuse) et 3) la quantité de fluctuation des valeurs de la zone au cours de quatre ans par rapport à la valeur moyenne de la zone (plus les fluctuations sont importantes, plus la situation de la sécurité alimentaire est sérieuse). Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés à la [Section 3.1 \(p.338\)](#).

L'analyse de la sécurité alimentaire a révélé que la récurrence des périodes où l'insécurité alimentaire touchait plus de 20 pour cent de la population était élevée dans toutes les régions de Bafata, Oio et Quinara. Les régions de Gabu et Tombali ont enregistré des niveaux moyens de récurrence de l'insécurité alimentaire, ce qui pourrait indiquer des fluctuations dues à la saisonnalité ou à des chocs spécifiques suivis de périodes de reprise. L'analyse de la dernière enquête de suivi de la sécurité alimentaire nutritionnelle (SiSSAN) révèle également que le plus grand nombre de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite se trouve dans les régions de Gabu, Oio et Quinara.

Carte 2: Niveaux de récurrence de l'insécurité alimentaire.



1.9.2. Chocs naturels

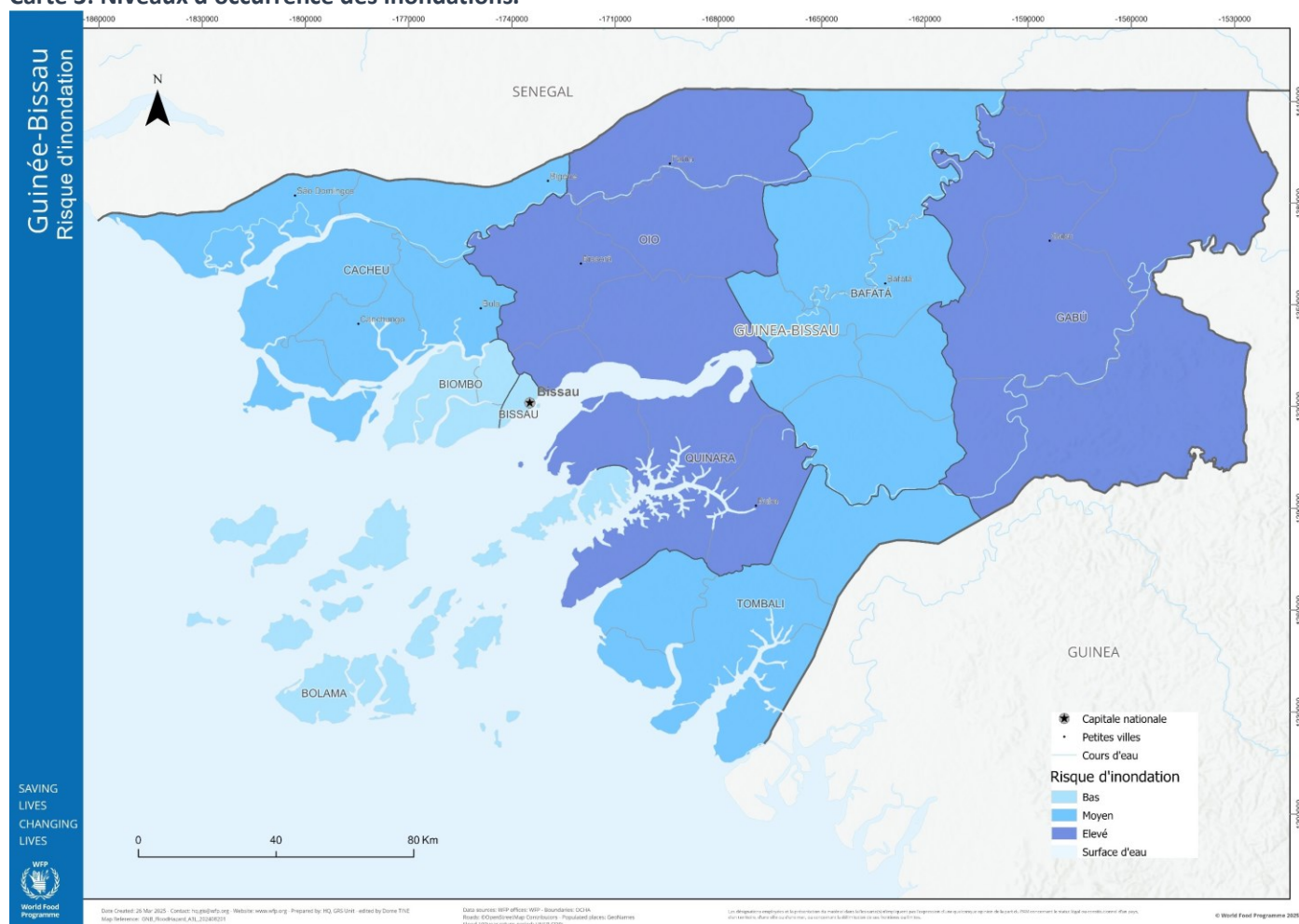
La Guinée-Bissau est fortement exposée aux chocs naturels, notamment les inondations qui affectent régulièrement les zones agricoles et les populations vulnérables. En septembre 2024, 125 221 hectares ont été inondés, dont 5 813 hectares de terres agricoles, impactant directement 58 336 personnes, dont 19 707 identifiées comme vulnérables, notamment les enfants et les personnes âgées. Les inondations sont particulièrement concentrées autour des fleuves et dans les plaines agricoles, avec des régions comme Biombo, Cacheu, Oio, Bafata et Quinara parmi les plus touchées, enregistrant des pertes significatives de terres cultivées, dépassant parfois 8 000 hectares dans des zones comme Bambadinca. Ces pertes compromettent les récoltes, accentuant l'insécurité alimentaire des communautés rurales déjà fragiles. Par ailleurs, des zones à forte densité de population, comme le Secteur Autonome de Bissau, comptent plus de 14 000 personnes affectées, mettant en évidence des besoins d'assistance. Ces chocs climatiques, combinés à la destruction des cultures et aux pertes économiques qui en découlent, soulignent l'urgence de mesures d'adaptation pour renforcer la résilience des populations et réduire les risques liés aux catastrophes naturelles.

Au sujet des données sur les chocs. Les données sur les inondations viennent du service national de la protection civil, du ministère de l'agriculture et de l'outil d'analyse et de **NASA MODIS/DFO and C2S** et sont disponibles pour l'année 2024. Le jeu de données original a été agrégé au niveau région. Il faut noter que les données de MODIS manquent de précision du fait de leur faible résolution spatiale. Le principal indicateur utilisé est le nombre de populations affectées, dont la fourchette des valeurs a été classée par l'AIC comme indiqué ci-dessous. Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés dans la [Section 3.2 \(p.338\)](#).

Classification de la superficie de la région soumise au risque d'inondation			
Pourcentage de la superficie relatif de la région soumise au risque d'inondation	0 – 3.7%	3.7 – 10%	> 10%
Totalité de la superficie de la région soumise au risque d'inondation (en n. of pixel (<i>count</i>) traduit in approximât Km ²)	0-150 Km ²	150-600 km ²	600-860 km ²
Reclassification AIC	FAIBLE (1)	MODERE (2)	ELEVE (3)

Principaux résultats concernant les inondations. Les régions de Bafata, Oio et Quinara présentent un risque d'inondation le plus élevé du pays. Cette vulnérabilité accrue s'explique par la présence de nombreux cours d'eau et la topographie de la zone. Les régions côtières ouest, notamment autour de Cacheu et Biombo, affichent un risque moyen d'inondation. Les zones insulaires et certaines parties du littoral, comme la région de Bolama, présentent un risque plus faible, en raison de leur élévation ou de leurs caractéristiques géographiques particulières. La présence de nombreux cours d'eau et d'estuaires ramifiés, contribue significativement au risque d'inondation dans le pays, créant des zones de vulnérabilité le long des principaux bassins hydrographiques.

Carte 3: Niveaux d'occurrence des inondations.



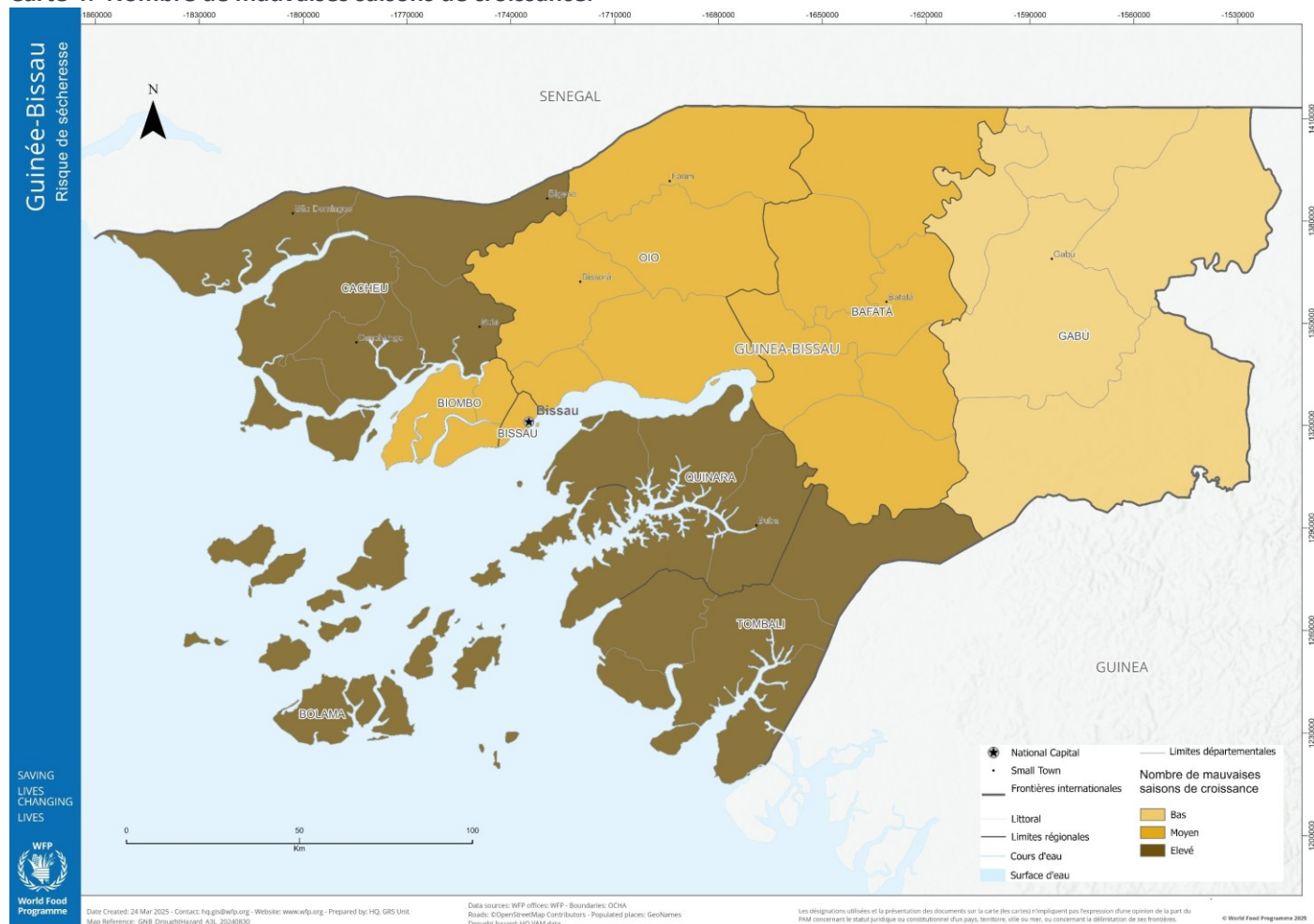
Au sujet des données sur la sécheresse. Les données sur la sécheresse viennent de **WFP HQ VAM Analysis of CHIRPS data** et sont disponibles pour la période allant de **1981 à 2023**. Le jeu de données originel a été agrégé au niveau **région**. Le principal indicateur utilisé est le **nombre de mauvaises saisons de croissance**, dont la fourchette des valeurs a été classée par l'AIC comme indiqué ci-dessous. Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés dans la **Section 3.2**.

Nombre de mauvaises saisons de croissance au niveau région 1981 -2023			
Statistic Majorité du nombre de mauvaises saisons de croissance	1	2-3	>3
Reclassification AIC	FAIBLE (1)	MODERE (2)	ELEVE (3)

Principaux résultats concernant les sécheresses. La zone ouest et côtière du pays, comprenant les régions de Cacheu, Biombo, Bissau et les îles Bolama, présente un risque élevé de sécheresse. Cette situation est particulièrement préoccupante

car elle concerne la capitale Bissau et des zones densément peuplées. Les régions orientales du pays, notamment Bafatá et Gabú, affichent un risque plus faible, indiquant une meilleure résilience à la sécheresse. Cette distribution s'explique par des facteurs climatiques, topographiques et hydrologiques différents entre l'est et l'ouest du pays. On note également une zone de risque moyen qui forme une transition entre ces deux extrêmes, principalement dans la région centrale du pays. Cette répartition des risques de sécheresse a des implications importantes pour la planification agricole et la gestion des ressources en eau du pays.

Carte 4: Nombre de mauvaises saisons de croissance.



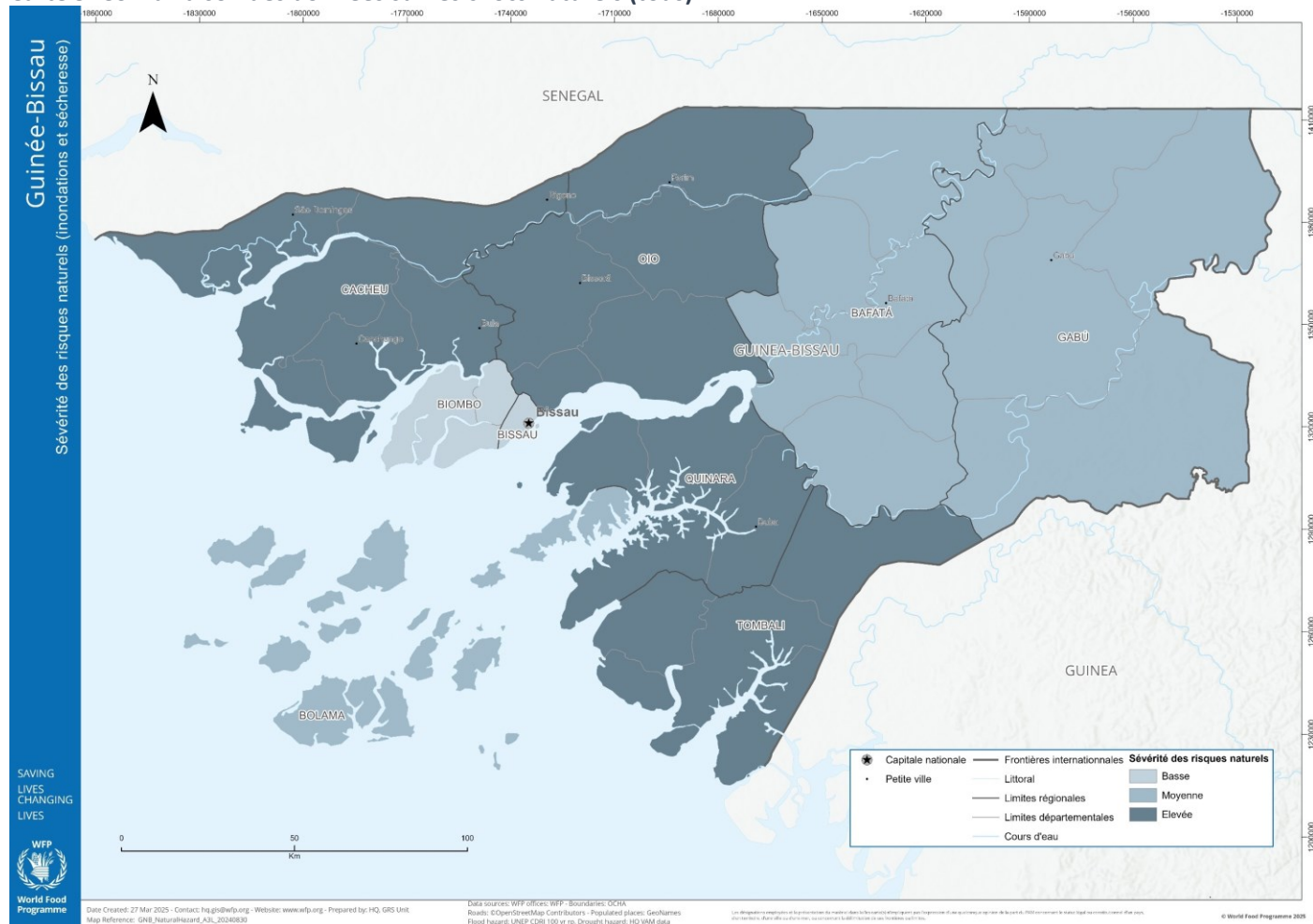
1.9.2.1. Fusionner les données sur les inondations et les sécheresses

Tous les résultats concernant les chocs naturels ont fait l'objet d'une tabulation croisée pour obtenir un score unique concernant les chocs naturels.

Sévérité des risques naturels au niveau région			
Sévérité des risques naturels	0 – 2%	2 – 3%	> 3%
ICA Reclassification	FAIBLE (1)	MODERE (2)	ELEVE (3)

Principaux résultats sur les chocs naturels. La carte de la sévérité des risques naturels met en évidence une distribution spatiale inégale des niveaux de vulnérabilités. La zone centrale et sud-est du pays, incluant les régions de Bafata, Oio, Quinara et Tombali, présente une sévérité plus élevée des risques naturels. La région ouest, comprenant Cacheu et les zones côtières, ainsi que les îles Bolama, affiche une sévérité moyenne des risques tandis que la partie est du pays, notamment les régions de Gabu, montre une sévérité plus faible des risques naturels. Cette répartition des risques semble être influencée par plusieurs facteurs, notamment la topographie, la proximité de la côte et le réseau hydrographique dense, particulièrement visible dans les zones d'estuaires. La capitale Bissau, située dans une zone de transition entre risque moyen et élevé, doit faire face à ces défis environnementaux multiple.

Carte 5: Combinaison des données sur les chocs naturels (tous).



1.9.3. Dégradation des terres

La dégradation des sols est exacerbée par l'érosion, la salinisation, et la variabilité climatique. L'érosion, souvent causée par des pluies torrentielles et des inondations, entraîne la perte de la couche arable, essentielle pour la production agricole. Par ailleurs, la salinisation des sols, notamment dans les zones côtières, résulte de l'intrusion d'eau salée dans les terres agricoles, un phénomène aggravé par la montée des eaux marines liée au changement climatique. Ces facteurs combinés contribuent à une diminution de la fertilité des sols, compromettant la production vivrière et augmentant la dépendance alimentaire.

Au sujet des données sur la dégradation de terres. L'indicateur utilisé pour évaluer la dégradation des terres est la **propension à l'érosion**. Les données viennent de **HQ OSEP GIS analysis utilisant l'équation RUSLE**. Le jeu de données original a été agrégé au niveau **régional**. Les valeurs de l'indicateur ont été classées par l'AIC comme indiqué ci-dessous. Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés dans la **Section 3.3** :

L'indicateur utilisé pour l'analyse de l'érosion du sol provient d'une version simplifiée de l'Equation Universelle des Pertes en Terre (*Universal Soil Loss Equation* ou USLE) et utilise les données sur la fréquence des pluies (FAO GeoNetwork, 2000), sur la couverture terrestre extraites de NASA MODIS MCD12Q1 et la longueur des pentes calculée par SAGA-GIS utilisant le modèle digital d'élévation NASA SRTM.

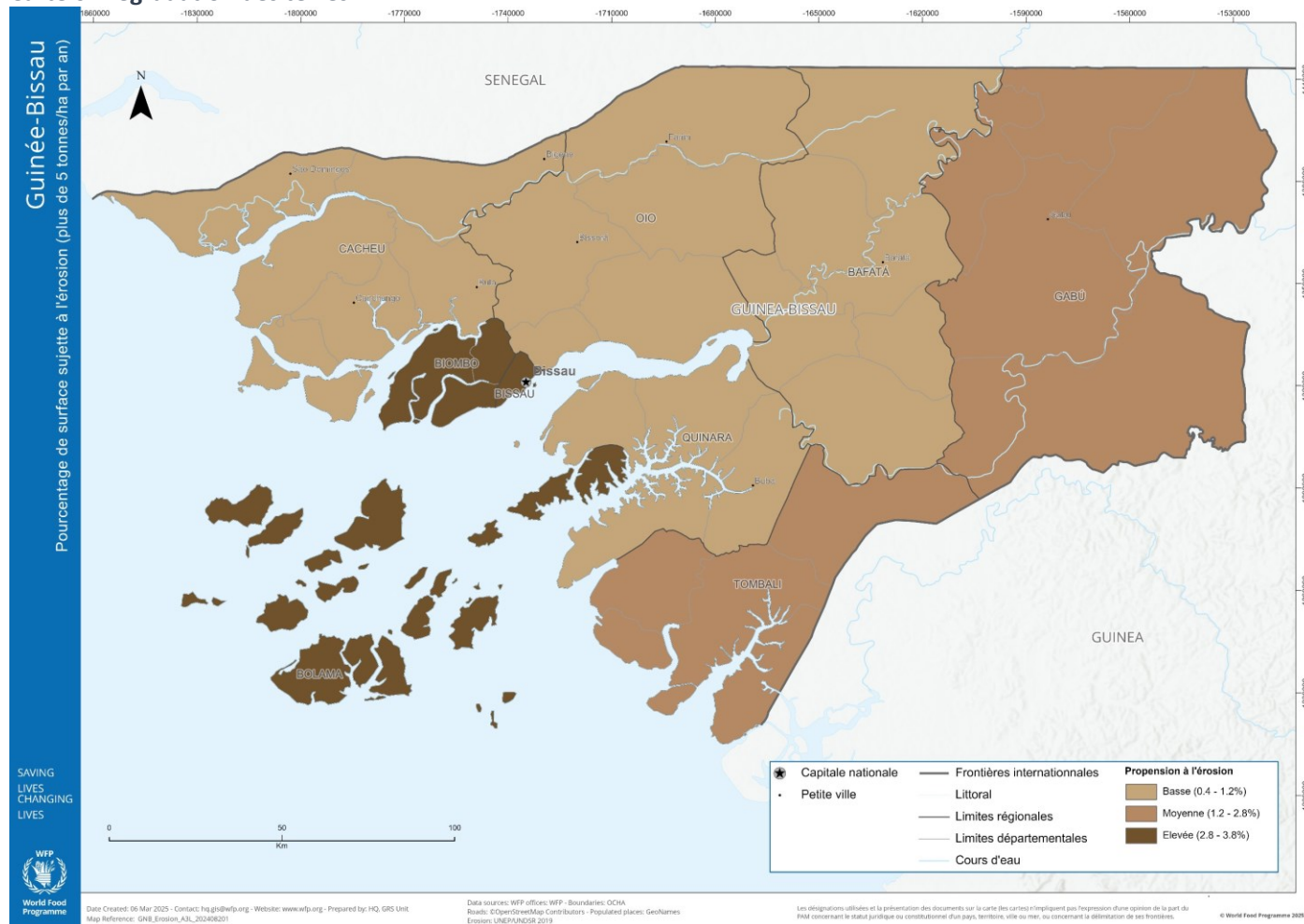
Pourcentage (%) des régions avec une propension élevée à l'érosion			
Pourcentage (%) des régions avec une propension élevée à l'érosion	0.4 – 1.2%	1.2 – 2.8%	2.8 – 3%
Reclassification AIC	FAIBLE (1)	MODERE (2)	ELEVE (3)

Principaux résultats sur la dégradation des terres. La propension à l'érosion des sols est un indicateur clé de la dégradation des terres. Les zones avec une propension élevée à l'érosion (2.8 – 3%) sont particulièrement concentrées dans la région de Biombo et dans certaines parties des îles. Ces zones, correspondent souvent à des environnements côtiers et insulaires, où les sols sont vulnérables aux effets combinés de l'érosion hydrique, des activités humaines intensives, et de l'élévation du

niveau de la mer. Les conséquences de cette érosion élevée incluent une perte de productivité agricole, une sédimentation accrue des écosystèmes aquatiques et une augmentation de la vulnérabilité des communautés locales face aux aléas environnementaux.

En revanche, les zones à faible propension à l'érosion (0.4% - 1,2%), couvrent principalement les régions de l'intérieur comme Gabú et Bafatá. Ces zones bénéficient probablement de sols plus stables et d'une couverture végétale suffisante pour limiter l'érosion, bien que des pratiques agricoles non durables puissent poser des risques à long terme. Cela met en évidence l'importance de mettre en œuvre des stratégies de gestion des terres, adaptées aux spécificités locales, afin de réduire les impacts de la dégradation des sols. Ces stratégies pourraient inclure la reforestation, la gestion intégrée des eaux et la promotion de pratiques agricoles résilientes, en particulier dans les zones où la propension à l'érosion est moyenne ou élevée.

Carte 6: Dégradation des terres.



1.9.4. Zones AIC

L'AIC pour **Guinée-Bissau** classe les **régions** du pays en **des catégories allant de 1 à 5** (La Catégorie 1 étant celle avec les niveaux de risque les plus élevés et la Catégorie 5 avec les niveaux de risques les plus faibles) sur la base de leurs niveaux de fréquence d'insécurité alimentaire et leur exposition aux chocs naturels, tel que décrit dans le **Tableau 1** ci-dessous. Les résultats sont présentés **carte 7**.

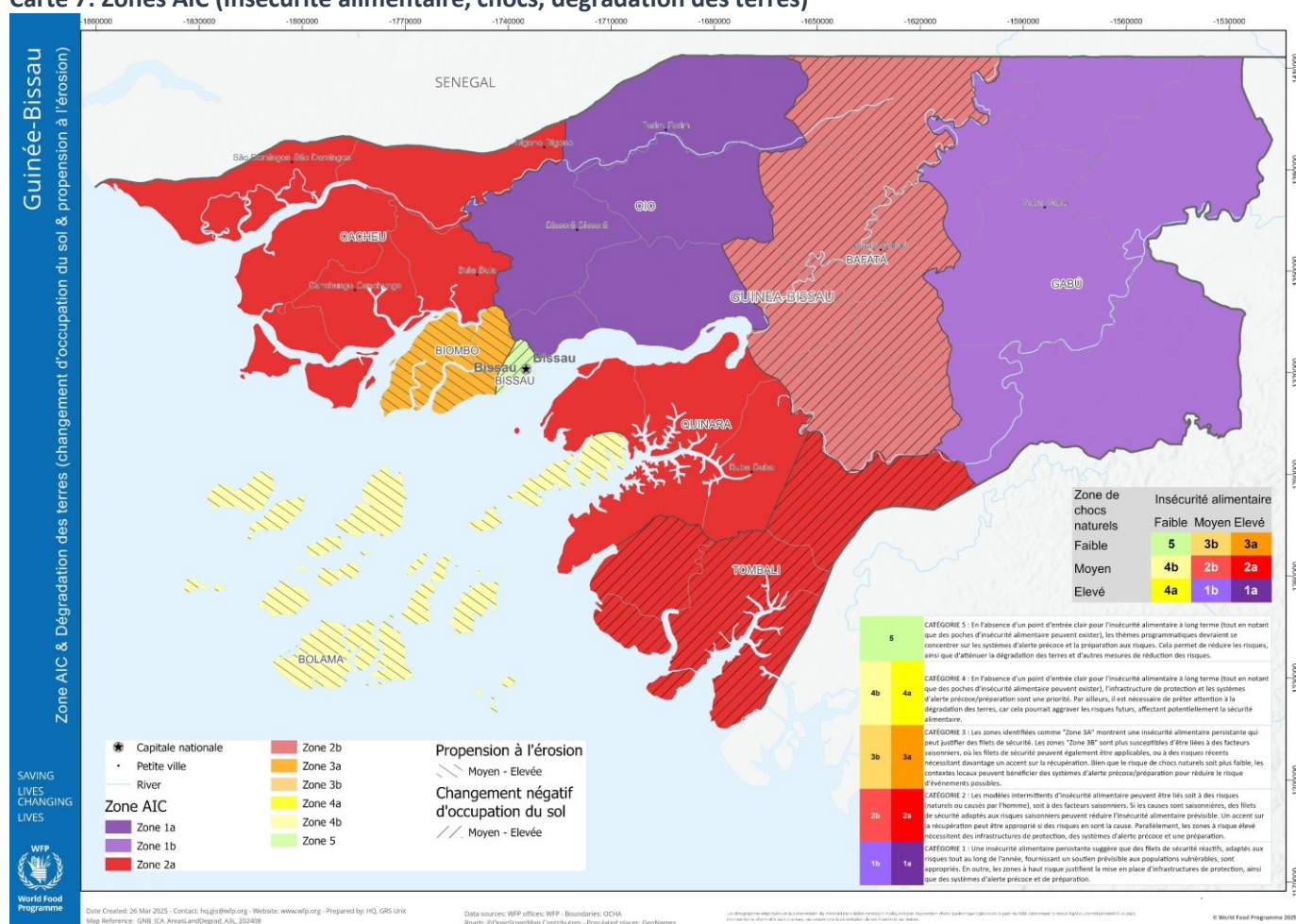
Les catégories de l'AIC fournissent des données factuelles pour l'élaboration de stratégies générales en matière de programmation, pour des discussions avec les partenaires et sont la base d'autres analyses et informations. Des informations détaillées sur les catégories et les zones AIC et leur implication en termes de programmation sont fournies à la **Chapitre 2**. Les informations récoltées peuvent être utilisées par le gouvernement pour apporter un appui à l'élaboration de stratégies et peuvent à travers des discussions et accords avec les partenaires les aider à cibler et coordonner leurs efforts afin que leur appui apporte une aide et soit complémentaires aux efforts en cours du gouvernement, évitant ainsi toute duplication ou manquement.

Tableau 1: Catégories et zones AIC

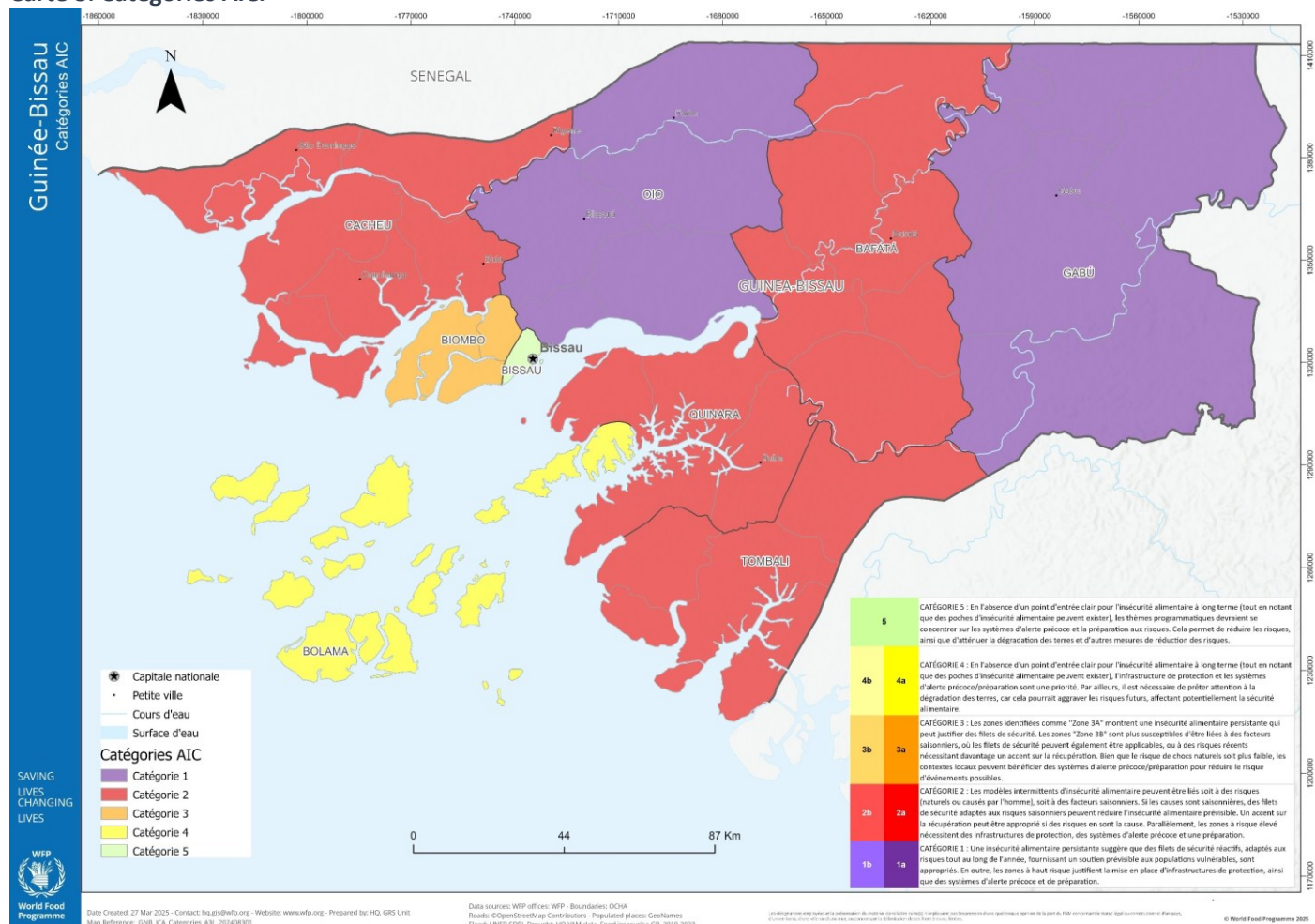
CATEGORIE 1	Programmes de long terme pour s'attaquer aux conditions des crises prolongées et aux chocs naturels fréquents qui empêchent le redressement. Les objectifs sont d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire, de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 2	Programmes qui s'occupent de l'insécurité alimentaire saisonnière et/ou apportent un appui au redressement après un choc . L'objectif est de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 3	Programmes de long terme qui s'occupent des conditions de long terme (chroniques) de l'insécurité alimentaire qui ne sont probablement pas dues à des facteurs climatiques (par ex., pauvreté généralisée, conflit prolongé, etc.). L'objectif est d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience aux chocs et aux autres facteurs de stress d'origine humaine.
CATEGORIE 4	Programmes qui renforcent l'alerte précoce et la préparation (prenant en compte les tendances en termes de dégradation des terres) afin de réduire les risques et de renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.
CATEGORIE 5	Programmes qui renforcent la préparation pour réduire les risques et renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress.

Risque d'exposition à des chocs naturels	Récurrence de l'insécurité alimentaire au-dessus du seuil		
	FAIBLE	MODERE	ELEVE
FAIBLE	Zone 5	Zone 3B	Zone 3A
MODERE	Zone 4 B	Zone 2 B	Zone 1 B
ELEVE	Zone 4 A	Zone 2 A	Zone 1 A

Carte 7: Zones AIC (Insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres)



Carte 8: Catégories AIC.



1.10. Dimensions thématiques de l'AIC

1.10.1. Nutrition

[Informations générales/contexte sur la situation nutritionnelle dans le pays – c.-à-d. facteurs clefs ou problèmes généralement reconnus pertinents pour le contexte, considérations particulières et/ou événements].

Au sujet des données sur la situation nutritionnelle. Les données nutritionnelles viennent de l'enquête MICS et sont disponibles pour la période allant de 2018 à 2019. Le jeu de données original a été agrégé au niveau régional. Il faut noter que les données datent de la dernière enquête MICS, qui n'est pas actualisée jusqu'à présent. Le principal indicateur utilisé est la **prévalence de retard de croissance**, dont la fourchette des valeurs a été classée par l'AIC comme indiqué ci-dessous. Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés dans la [Section 3.4\(p.377\)](#):

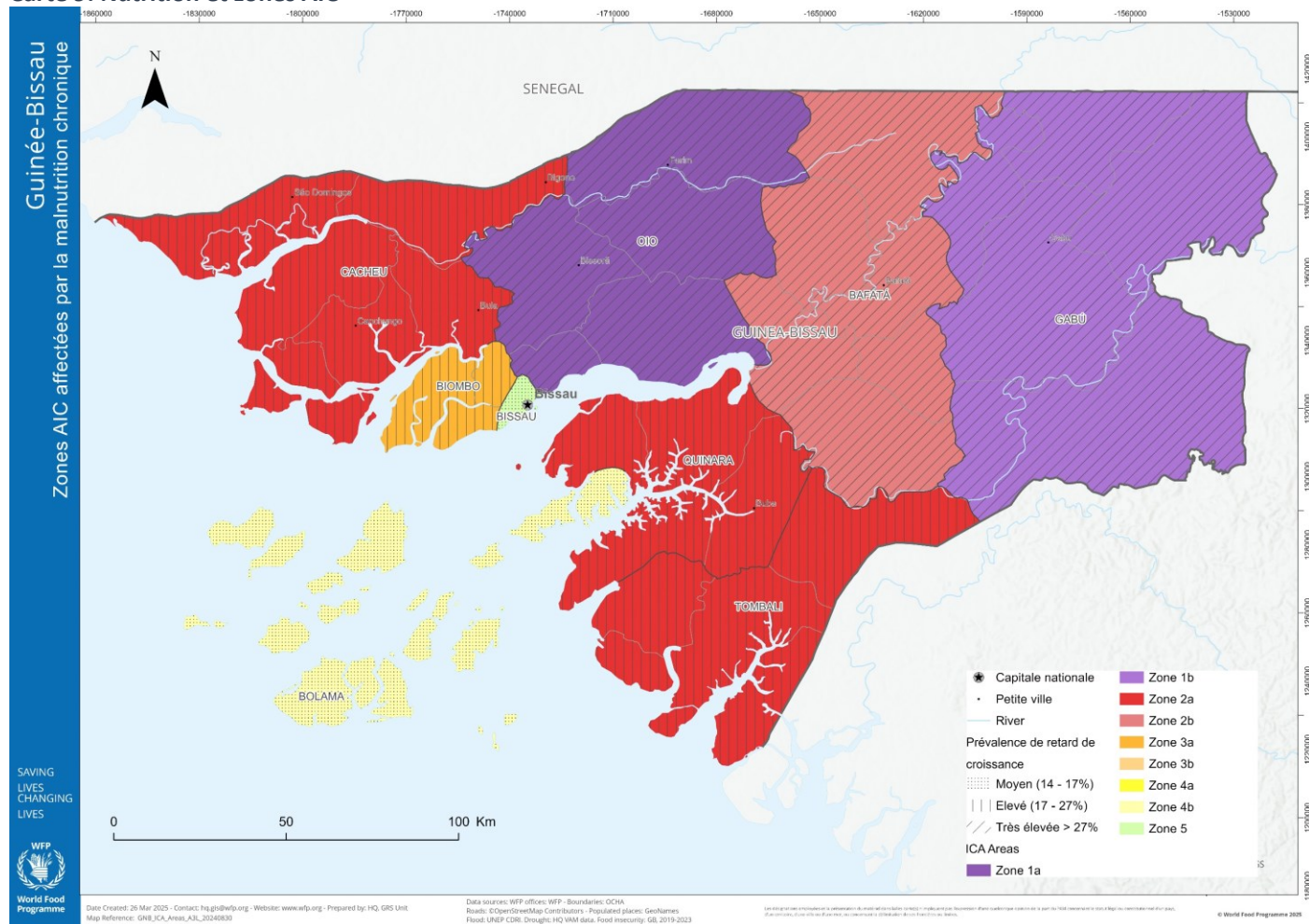
Prévalence de retard de croissance au niveau des régions			
Prévalence de retard de croissance	14-17%	17-27%	>27%
Reclassification AIC	FAIBLE (1)	MODERE (2)	ELEVE (3)

Principaux résultats sur la situation nutritionnelle. Le retard de croissance chez les enfants est un indicateur clé de la malnutrition chronique. Les régions de Oio, Bafata et Gabu (Zones 1a, 2a et 3a), montrent une prévalence élevée de retard de croissance avec plus de 30 pour cent, au-delà du seuil critique de 30 pour cent fixé par l'OMS. Ces zones sont susceptibles de cumuler des défis liés à l'insécurité alimentaire, aux pratiques agricoles limitées, et à l'accès insuffisant aux services de santé et d'eau potable. La malnutrition chronique dans ces zones peut entraîner des conséquences à long terme sur le développement cognitif et physique des enfants, compromettant leur capacité à atteindre leur plein potentiel.

En revanche, certaines zones comme la capitale Bissau (Zone 5) et Bolama (Zone 4b), présentent une prévalence relativement faible avec une prévalence respective de 14 et 17%. Cela pourrait refléter une meilleure disponibilité

alimentaire, des pratiques nutritionnelles appropriées ou un accès plus aisé aux services essentiels. Toutefois, même ces zones nécessitent des interventions pour améliorer la sécurité nutritionnelle et prévenir toute détérioration. L'identification des disparités nutritionnelles entre les zones AIC met en évidence l'importance d'adopter des stratégies intégrées et localisées, telles que la diversification des cultures, les programmes d'éducation nutritionnelle et le renforcement des infrastructures de santé, afin de réduire durablement les taux de malnutrition chronique dans le pays.

Carte 9: Nutrition et zones AIC



1.10.2. Moyens d'existence

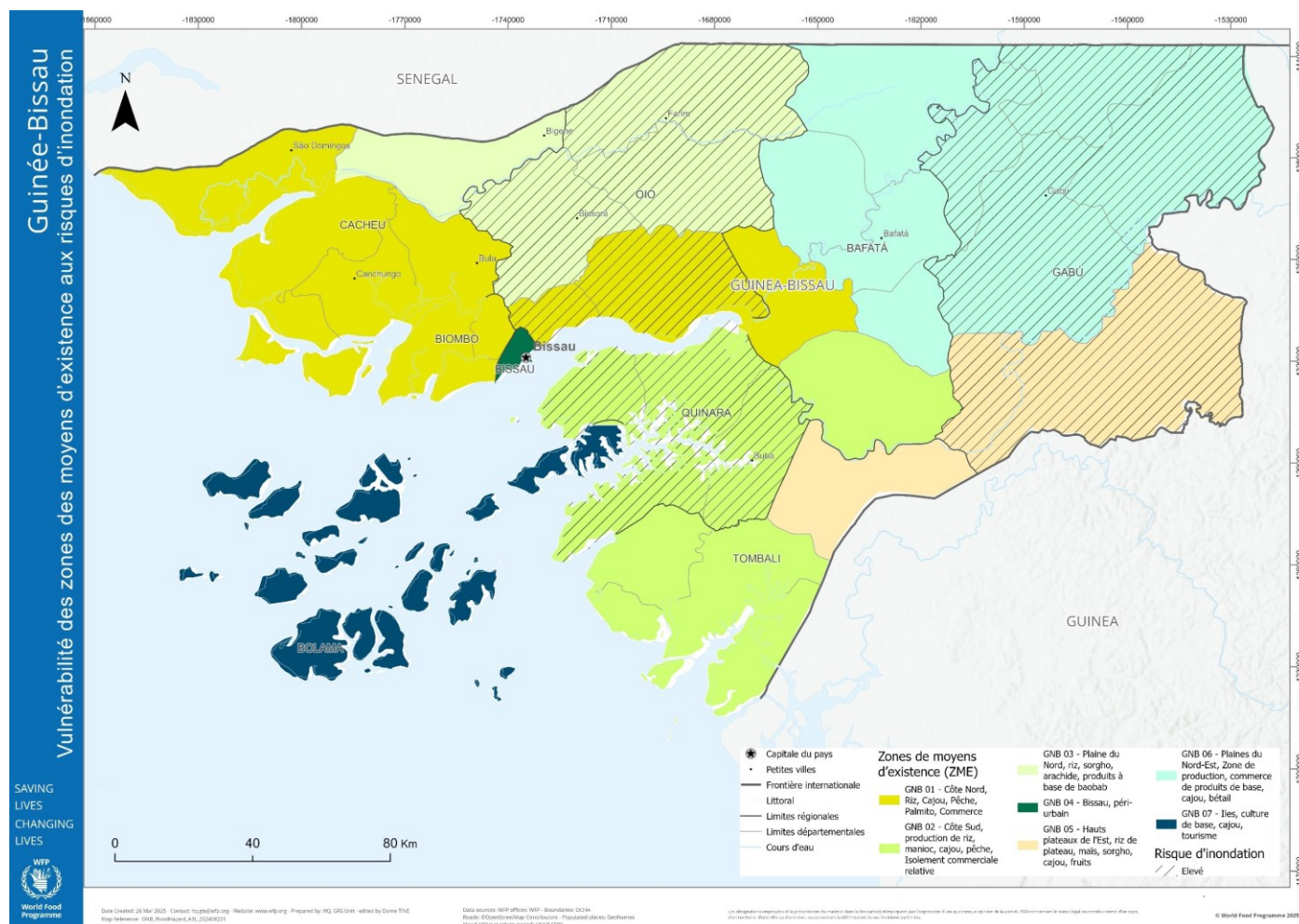
La Guinée-Bissau est un pays caractérisé par une diversité écologique et climatique qui influence fortement les moyens d'existence de sa population. La région côtière, dominée par des mangroves et des estuaires, se distingue par la culture du riz de mangrove, tandis que les plaines et collines de l'intérieur favorisent le riz de bas-fond et le riz pluvial, bien que les rendements soient globalement plus élevés pour le riz irrigué. Les précipitations annuelles, oscillant entre 1100 mm dans le nord et 2000 mm dans le sud, sont concentrées sur une saison pluvieuse allant de mai à novembre, mais des irrégularités telles que des retards de pluie, des sécheresses temporaires ou des inondations affectent régulièrement les cultures. Le manioc, bien que moins prisé, constitue une ressource alimentaire cruciale en période de soudure, tandis que le cajou reste la principale culture de rente, générant près de 80 pour cent des revenus d'exportation. Cependant, les aléas climatiques, tels que les inondations et les épisodes de sécheresse, combinés à des défis structurels tels que l'accès limité aux marchés et aux infrastructures, amplifient les vulnérabilités rurales. L'économie des ménages ruraux est également impactée par des facteurs tels que le troc riz-cajou, les variations des prix des produits agricoles et les difficultés d'accès aux semences et équipements. Cette dynamique complexe de ressources naturelles, de climat et d'infrastructures façonne des zones de moyens d'existence distinctes, nécessitant des interventions adaptées pour renforcer la résilience des populations face aux aléas environnementaux et économiques.

Au sujet des données sur les moyens d'existence. Comprendre les moyens d'existence et leur lien avec les saisons permet de comprendre quel peut être l'impact des chocs sur les ménages, quels sont les moments de l'année les plus critiques pour les ménages et comment sélectionner les interventions. Les données sur les moyens d'existence viennent du rapport conjoint de cartographie des moyens d'existences entre Centre Régional de Formation et d'Applications en

Agrométéorologie et Hydrologie Opérationnelles (AGRHYMET), l'institution spécialisée du CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) et le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la Guinée-Bissau. Des détails sur des interprétations additionnelles et l'agrégation sont disponibles à la [Section 0 \(p.37\)](#).

Principaux résultats sur les moyens d'existence. L'analyse montre que les régions centrales présentent un risque d'inondation élevé qui affecte directement les activités agricoles et pastorales. La zone ouest (Cacheu et Biombo), combine un risque d'inondation moyen avec des activités de subsistance côtières. La région de Gabu montre une zone où les moyens d'existence sont principalement liés à l'agriculture pluviale avec un risque d'inondation plus modéré. Cette distribution spatiale met en évidence la complexe interaction entre les systèmes de subsistance locaux et leur exposition aux risques d'inondation, soulignant la nécessité d'approches de résilience adaptées à chaque zone.

Carte 10: Vulnérabilité des zones des moyens d'existence aux risques d'inondation.



1.10.3. Saisonnalité

La Guinée-Bissau connaît des saisons culturelles marquées, réparties principalement entre une saison pluvieuse et une saison sèche. La saison pluvieuse, qui se déroule de mai à novembre, est cruciale pour les cultures, notamment le riz, qui est la céréale la plus produite dans le pays. Les pratiques agricoles y sont fortement dépendantes des précipitations, qui varient considérablement d'une année à l'autre. Pendant cette saison, les rendements peuvent être affectés par des irrégularités pluviométriques, incluant des retards ou des excès de pluie, ce qui peut entraîner des inondations et des pertes de récolte.

En outre, la saison pluvieuse, est une période de soudure pour de nombreux ménages. Les analyses montrent que l'insécurité alimentaire y est généralement très élevée. En effet, les données indiquent qu'en moyenne, l'insécurité alimentaire évolue au-dessus du seuil de 20 pour cent, notamment en raison de la diminution des stocks alimentaires et de la dépendance aux produits importés.

Bien que la Guinée-Bissau soit caractérisée par une production de riz relativement élevée durant la saison des pluies, les ménages peuvent également rencontrer des défis liés à l'accès aux marchés, en particulier pendant la saison des pluies où

certaines chemins sont impraticables. En conséquence, même si la saison pluvieuse offre des opportunités de récolte, elle confronte également les agriculteurs à des conditions climatiques fluctuantes qui affectent leurs moyens d'existence.

Dans certaines régions, les récoltes de la saison pluvieuse peuvent atténuer la période de soudure, mais ce phénomène est inégal, et les familles doivent souvent faire face à une insécurité alimentaire entre les saisons.

Tableau 2: Calendrier agricole

Période de l'année / mois												
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc
Saison sèche												
Période soudure												
Cajou												
Horticulture												
Riz mangrove												
Riz de bas-fonds												
Riz de plateau												
Patate douce et Manioc												
Haricot												
Maïs												
Mil												
Sorgho												
Arachide												
	Préparation de la terre/Nettoyage											
	Période des travaux champêtres											
	Récolte											
	Plantation											

Au sujet des saisons. Le rythme saisonnier de l'insécurité alimentaire a été analysé à partir des données venant de **enquêtes de terrain**, qui sont disponibles pour la période allant de **2019 à 2023**. Le jeu original des données a été agrégés au niveau **région**. Le principal indicateur utilisé est l'**indicateur de sécurité alimentaire**, dont la fourchette des valeurs a été classée par l'AIC comme indiqué ci-dessous. Des détails sur les méthodes analytiques peuvent être trouvés dans la **Section 3.6 (p.37)**.

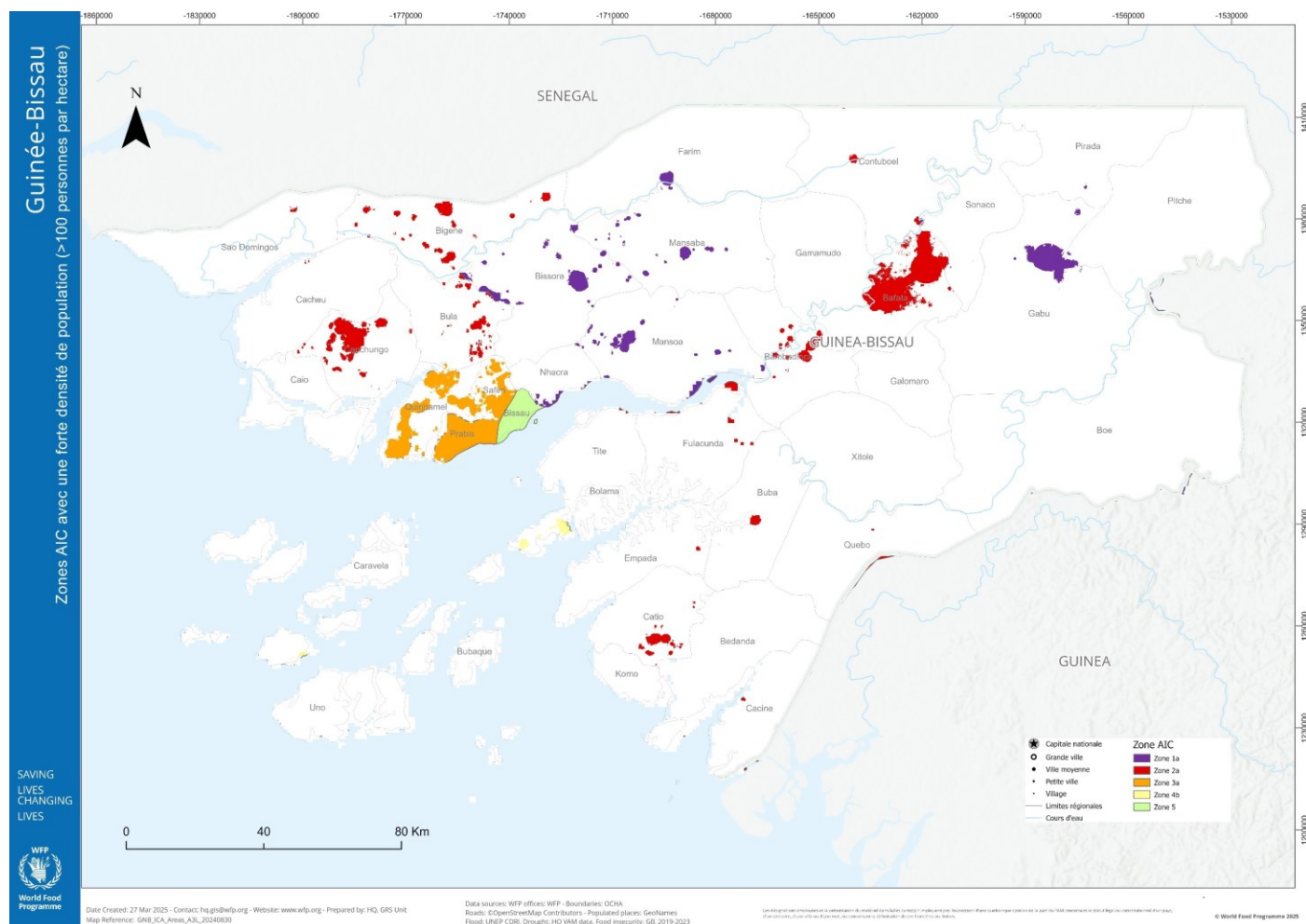
1.11. Informations démographiques

1.11.1. Données démographiques

Au sujet des données démographiques. Les chiffres de la population viennent de l'**Institut national des statistiques (INE)** pour **2023**. Il faut noter que ces **données sont des projections et sont soumises à une incertitude importante, car elles reposent sur des hypothèses sur la fécondité, la mortalité et la migration, qui peuvent être influencées par des événements imprévus tels que des crises économiques, sanitaires ou politiques**. Les données sur la densité de population viennent de **WorldPop** pour **2020**. Il faut noter que les données démographiques de WorldPop présentent une incertitude liée à leur dépendance aux modèles statistiques et aux sources hétérogènes, qui peuvent inclure des recensements obsolètes ou des estimations indirectes.

Principaux résultats concernant la population. Les données de densité de population et les zones AIC ont été présentées simultanément sur une même carte pour montrer les zones à forte densité de population avec des problèmes d'insécurité alimentaire, de chocs naturels et de dégradation des terres. Les zones de forte densité de population, se situent principalement dans les grandes agglomérations comme Bissau, Bafatá et Gabú avec une densité estimait jusqu'à 11196 habitants par km², ainsi que dans certaines parties du nord-ouest du pays. Ces zones correspondent à des pôles urbains et économiques où les infrastructures et les services attirent davantage de populations. À l'inverse, certaines parties du sud et de l'est du pays présentent une densité beaucoup plus faible avec moins de 100 habitants par km², probablement en raison de l'accessibilité limitée et de la prédominance des activités agricoles extensives.

Carte 11: Zones AIC (Insécurité alimentaire, chocs, dégradation des terres) et densité de population (>100 personnes par hectare).



1.11.2. Estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire

Programmer sur le long terme requiert de connaître le nombre de personnes qui auront vraisemblablement besoin d'assistance. Afin de le calculer, des données sur le **nombre de personnes estimées être en insécurité alimentaire]** entre **2019** et **2023**, selon les **enquêtes d'évaluation de la sécurité alimentaire du PAM (SiSSAN)**, ont été traitées. Les données sur la population **rurale et urbaine** ont été utilisées. Les chiffres les plus bas sont indiqués en jaune et ceux les plus hauts en rouge :

Nombre de personnes en insécurité alimentaire (sévère et modérée) de 2019 à 2023 selon le SiSSAN				
2019	2020	2021	2022	2023
506924	-	205703	331966	504110

Nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère de 2019 à 2023 selon le SiSSAN				
2019	2020	2021	2022	2023
53550	-	20424	21466	25051

Le nombre moyen de personnes estimées être en insécurité alimentaire sur les cinq dernières années (**387 176**) reflète le nombre de personnes qui soit sont constamment en insécurité alimentaire soit ont connu l'insécurité alimentaire à un moment donné à la suite d'un choc ou un évènement spécifique. Ce nombre peut être utilisé pour une planification sur le long terme.

La moyenne des deux nombres les **plus bas** enregistrés au cours de la période étudiée (**268 835**) fournit une estimation du nombre de personnes qui étaient en insécurité alimentaire de manière permanente au cours des cinq dernières années quelques soit l'état des récoltes. Dans un but de planification, ce nombre peut être interprété comme une estimation du nombre de personnes *très vulnérables* à l'insécurité alimentaire.

La différence entre les moyennes des deux chiffres les plus **élevés** enregistrés au cours de la période analysée (**505 517**) et la moyenne des personnes en insécurité alimentaire peut être interprétée comme le nombre *additionnel* de personne qui courent le risque d'être en insécurité alimentaire et qui pourrait être en crise en cas de choc (naturel ou d'origine humaine) (**118 341**).

Pour résumer, les estimations (arrondies) pour la planification sont les suivantes :

Planification sur le long terme : nombre moyen de personnes en insécurité alimentaire au cours de la des valeurs de la zone au cours de e analysée	387 176
Très vulnérables : <i>Inclus dans le nombre moyen ci-dessus</i> , nombre estimée de personne en insécurité alimentaire de manière permanente	250 185
Planification pour la préparation : <i>en plus du nombre moyen ci-dessus</i> , nombre supplémentaire de personnes en insécurité alimentaire en cas de choc (naturel ou d'origine humaine)	185 320

Attention, il ne s'agit que d'estimations pour la planification. En cas de crise, une évaluation des besoins permettra de donner les chiffres exacts. La planification doit être mise à jour tout au long du cycle du programme sur la base d'évaluations de la situation au moment de la mise à jour.

Chapitre 2. Implications de l'AIC en termes de programmation

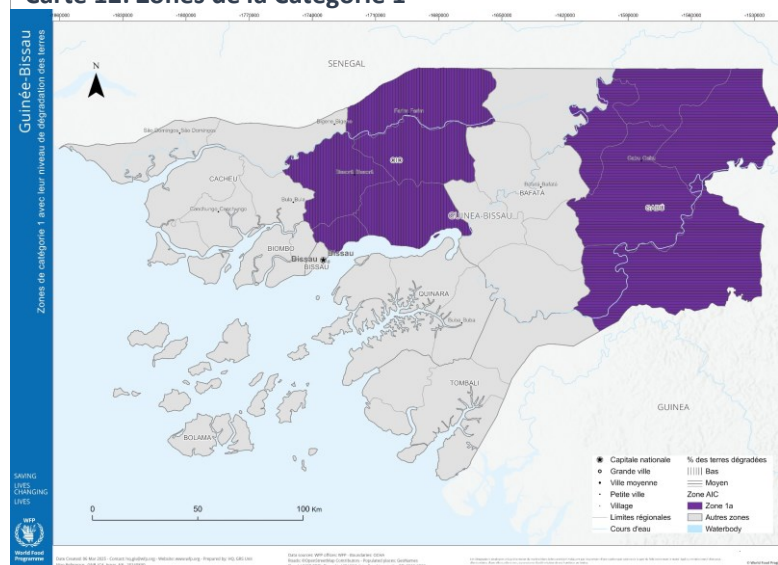
Les sections suivantes apportent des informations détaillées sur les implications en termes de programme des catégories et des zones AIC pour **Guinée-Bissau**. Sur la base de discussions entre le gouvernement, les partenaires et le PAM, ces résultats peuvent être utilisés pour cibler certaines populations et des zones géographiques particulières en se basant notamment sur les programmes et l'expertise apportés par les différents acteurs. C'est aussi une opportunité pour les différents partenaires pour identifier des activités complémentaires et multisectorielles et apporter une assistance à travers des interventions groupées. De plus, les résultats peuvent apporter des informations sur la priorité à accorder à certaines zones et programmes quand les ressources sont limitées et mettre en lumière comment un équilibre entre les actions humanitaires et de développement peut avoir un effet de levier pour des partenariats plus efficaces et complémentaires.

Lors des discussions sur l'élaboration des stratégies de programmation et de planification des programmes, les partenaires peuvent, par exemple, prendre en compte les éléments suivants (liste non exhaustive mais pertinente pour toutes les catégories AIC) :

- Sélectionner des districts spécifiques et à l'intérieur de ceux-ci cibler tout ou une proportion du nombre estimé de personnes en insécurité alimentaire (par ex., 75 ou 50%, etc.). Une coordination entre partenaires est nécessaire pour garantir que l'ensemble de la population en insécurité alimentaire soit couverte.
- Décider d'apporter une aide dans les districts où les niveaux d'insécurité alimentaire sont supérieurs à un certain pourcentage (par exemple au-delà de 50 pour cent) ou à un certain nombre de personne (par ex., là où il y a plus de cent mille personnes en insécurité alimentaire), etc.
- Identifier les districts où il existe une expertise ou un avantage comparatif pour élaborer et mettre en œuvre des programmes visant la réduction des risques des chocs spécifiques à la zone ;
- Sélectionner des zones (à l'intérieur de districts et entre les différents districts) en bordure de zones où des programmes sont déjà en cours afin d'assurer une continuité géographique et de permettre une utilisation maximale des ressources ;
- Sélectionner les zones où il y a des manques en termes de ressources/programmes et où toute la population en insécurité alimentaire n'est pas assistée ; et/ou
- Toute combinaison des points précédents.

2.1. Catégorie 1 : Renforcer la résilience aux chocs

Carte 12: Zones de la Catégorie 1



Les zones de la **Catégorie 1** ont connu des niveaux élevés ou modérés de chocs naturels et une récurrence **élevée d'insécurité alimentaire** parmi 20 ou plus de la population au cours de la des valeurs de la zone au cours de . Une exposition fréquente aux chocs naturels réduit le temps disponible pour se remettre entre les crises, érodant la capacité d'adaptation des personnes et les ressources naturelles qui les entourent ce qui ensuite augmente les risques associés aux chocs futurs. Dans ces zones, les progrès en matière de développement sont compromis et les capacités des personnes à sortir de l'insécurité alimentaire sont sérieusement mises à l'épreuve.

Niveau de choc naturel	Récurrence de l'insécurité alimentaire		
	FAIBLE	MODERE	ELEVE
FAIBLE	Zone 5	Zone 3B	Zone 3A
MODERE	Zone 4B	Zone 2B	Zone 1B
ELEVE	Zone 4A	Zone 2A	Zone 1A

Entre 2019 et 2023, un ménage sur cinq n'a jamais été en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires. Le taux d'insécurité alimentaire montre des fluctuations marquées selon les régions. En septembre 2019, les taux d'insécurité alimentaire étaient élevés, atteignant 40 pour cent à Gabu et 37 pour cent à Oio. Une amélioration significative a été observée en novembre 2021, avec une réduction à 19 pour cent pour Gabu et 24 pour cent pour Oio. Cependant, cette tendance positive n'a pas été maintenue, car l'insécurité alimentaire a augmenté à nouveau en octobre 2022 (24 pour cent à Gabu et 23 pour cent à Oio), indiquant plus de ménages vulnérables. Enfin, en septembre 2023, les niveaux d'insécurité alimentaire ont atteint leurs valeurs les plus élevées de la période, avec 40 pour cent à Gabu et 44 pour cent à Oio, ce qui indique une détérioration des conditions alimentaires, qui pourrait être liée aux chocs climatiques, à la hausse des prix des denrées alimentaires ou à d'autres facteurs structurels affectant l'accès et la disponibilité alimentaire.

Implications générales en matière de programme

Les populations des **zones de la Catégorie 1** ont besoin de programmes de long terme avec **des objectifs explicites d'atténuation et de prévention des risques de catastrophes** et des mesures pour réduire la vulnérabilité - ciblant les personnes qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire - et renforcer la résilience aux chocs naturels récurrents et/ou à des risques élevés de chocs naturels. Il est fondamental que les programmes fassent participer à la fois les hommes et les femmes aux efforts d'atténuation au niveau des communautés afin de proposer un développement qui prenne en compte la problématique hommes-femmes.

Parmi les orientations à explorer figurent :

Protection sociale et filets de sécurité. Les filets sociaux et productifs qui aident les populations à répondre à leurs besoins de base et qui réduisent l'insécurité alimentaire et la pauvreté en renforçant les moyens d'existence tout en réduisant les risques et l'impact des chocs sont fondamentaux pour renforcer la résilience à des crises récurrentes qui compromettent le développement. Cela inclut notamment la stabilisation des paysages et la réduction de la dégradation des terres qui augmente la probabilité des risques.

Education. Dans ces zones, l'alimentation scolaire peut servir de filet de sécurité pour améliorer l'éducation, la nutrition et la protection sociale. La fourniture de repas à l'école ou de rations à emporter permet de renforcer le capital humain et les moyens d'existence et protège/améliore la sécurité alimentaire.

Analyse et alerte précoce. Dans ces zones, il est important de suivre les situations qui dévient des projections des tendances dans le but de lancer des alertes pour prévenir de tout changement concernant les risques.

Nutrition. L'existence d'un risque accru d'insécurité alimentaire liée à des crises / ou de risques accrus de chocs naturels signifie que les enfants et les autres groupes vulnérables n'auront probablement pas accès aux nutriments dont ils ont besoin. Il est donc nécessaire d'inclure un **volet nutrition visant la prévention de la malnutrition** dans le programme. Selon

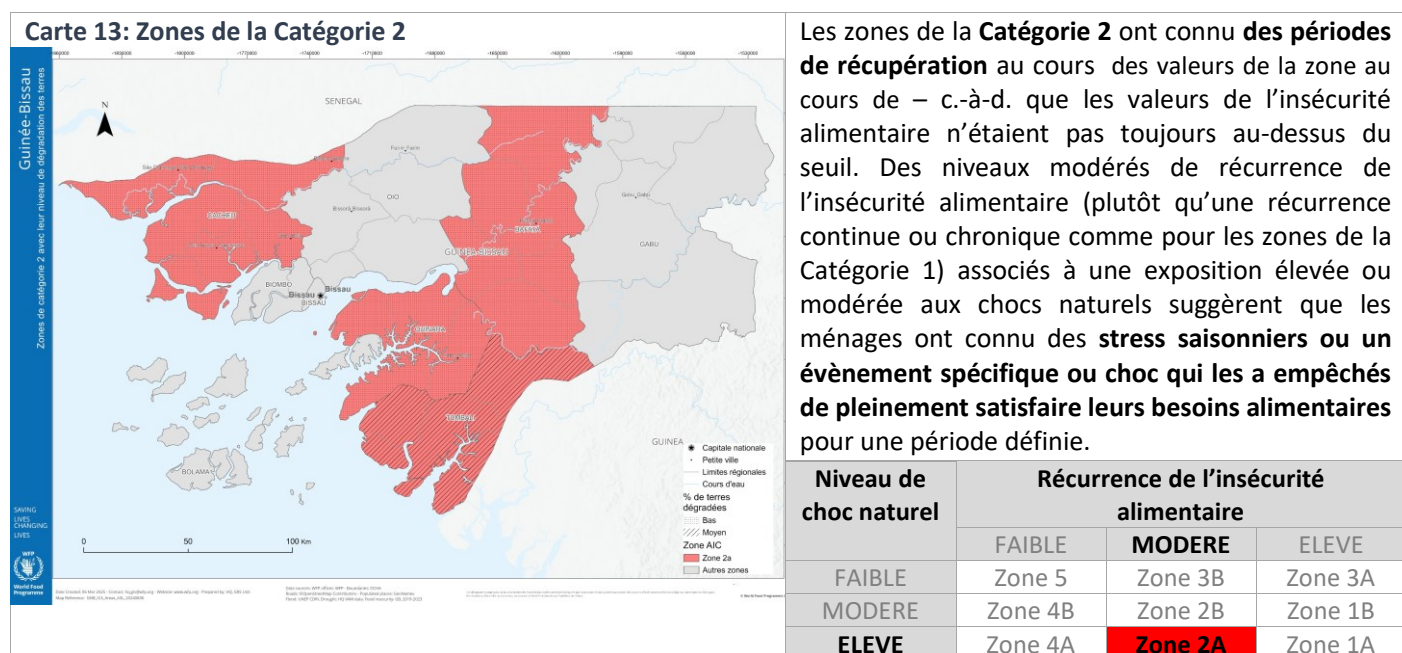
la situation et l'analyse du contexte¹, ce volet nutrition peut inclure des activités soit pour la **prévention de la malnutrition** (aiguë, chronique ou manque des micronutriments) soit le **traitement de la malnutrition aiguë modérée** ou une **combinaison de prévention et traitement**. Les programmes de prévention sont particulièrement efficaces et critiques quand le statut nutritionnel d'une population risque de se dégrader rapidement, particulièrement lorsque les moyens d'existence sont en danger, l'approvisionnement en aliments est interrompu et des maladies contagieuses apparaissent, comme cela peut être le cas lors de chocs à déclenchement rapide.

¹ Pour une analyse de la situation de la nutrition, se référer au cours en ligne du PAM sur l'analyse de la situation de la nutrition (2012) disponible au lien suivant: [http://go.wfp.org/web/nutrition/training-materials#nutritional assessment e-learning](http://go.wfp.org/web/nutrition/training-materials#nutritional%20assessment%20e-learning)s.

Tableau 2: Tableau des indicateurs de la Catégorie 1

Région	Population	Niveau Insécurité alimentaire	Est. population en insécurité alimentaire (moyenne sur 5 ans)	Moyenne insécurité alimentaire	Score inondations	Score sécheresse	Score Dégradation des terres	Principales zones de moyens d'existence
Gabu	252768	Elevé	75830	30%	Elevé	Elevé	Moyen	Plaines du Nord-Est, Zone de production, commerce de produits de base, cajou, bétail
Oio	264524	Elevé	84648	32%	Elevé	Elevé	Bas	Plaine du Nord, riz, sorgho, arachide, produits à base de baobab
Total	517292		160 478					

2.2. Catégorie 2 : Insécurité alimentaire saisonnière et redressement



Entre 2019 et 2023, un ménage sur cinq a pu connaître une période de soudure saisonnière, comme en témoigne une insécurité alimentaire très élevée et instable. En 2019, l'insécurité alimentaire était particulièrement élevée, notamment à Cacheu (38 pour cent) et Tombali (28 pour cent). Une amélioration notable est observée en novembre 2021, où tous les taux chutent de manière significative, atteignant leur niveau le plus bas, notamment à Cacheu (12 pour cent) et Tombali (9 pour cent), indiquant une amélioration des conditions alimentaires. Cependant, dès octobre 2022, une tendance à la hausse est visible, en particulier à Bafatá (27 pour cent) et Quinara (22 pour cent), indiquant une résurgence des difficultés alimentaires. Cette détérioration se poursuit en septembre 2023, où l'insécurité alimentaire atteint des niveaux préoccupants, notamment à Bafatá (34 pour cent), Quinara (34 pour cent) et Tombali (32 pour cent), dépassant même les niveaux de 2019. Ces fluctuations soulignent la vulnérabilité structurelle des ménages face aux chocs externes, tels que les crises économiques, climatiques ou sanitaires.

Implications générales en matière de programme

L'**insécurité alimentaire saisonnière** compromet et ralentit les capacités des personnes vulnérables à investir et à sortir de l'insécurité alimentaire, car chaque année elles ont recours aux biens et économies accumulées pendant des périodes favorables – c.-à-d. les périodes de soudure conduisent à l'épuisement des économies accumulées en période de récolte, etc. Quand les populations **subissent un choc**, les plus vulnérables ont besoin de temps pour récupérer et remettre sur pieds leurs moyens d'existence et leurs avoirs naturels et environnementaux perdus notamment à la suite du recours à des stratégies de survie pendant la crise. Une forte exposition aux chocs aggrave et augmente la vulnérabilité de ces populations.

La nature de l'insécurité alimentaire passagère (saisonnière et récurrente ou liée à des chocs) apporte des informations pour l'élaboration de programme. Dans tous les cas, les populations vulnérables de ces zones tireront un bénéfice **d'efforts de long terme** pour renforcer leurs moyens d'existence et résilience aux risques de chocs récurrents. Ces efforts doivent avoir **des objectifs explicites d'atténuation et de prévention des risques de catastrophes** et comprendre des mesures pour réduire la vulnérabilité ciblant les personnes qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire et des **mesures correctives** afin de répondre à l'alerte précoce ciblant ceux qui sans assistance pourraient glisser vers plus d'insécurité alimentaire.

Protection sociale et filets de sécurité. Dans les zones où l'insécurité alimentaire est de nature saisonnière, les filets de sécurité productifs saisonniers qui se concentrent sur le renforcement des moyens d'existence, la stabilisation des paysages et/ou inverser la dégradation des terres pour réduire les risques de chocs peut permettre de répondre aux besoins de bases dont ceux alimentaires sans que les avoirs ne soient épuisés pour survivre. Associés à des systèmes d'alerte précoce et de préparation, ils forment une base pour renforcer la résilience aux crises récurrentes et aident à protéger les investissements des ménages et à préserver les avancées en matière de développement. Dans ces zones, les programmes doivent soutenir les filets de sécurité existants et /ou informels et impliquer à la fois les hommes et les femmes des communautés dans des efforts d'atténuation pour faciliter des développements qui prennent en compte la problématique du genre.

Alimentation scolaire. Dans ces zones, l'alimentation scolaire peut servir de filet de sécurité pour améliorer l'éducation, la nutrition et la protection sociale. La fourniture de repas à l'école ou de rations à emporter permet de renforcer le capital humain et les moyens d'existence et protège/améliore la sécurité alimentaire.

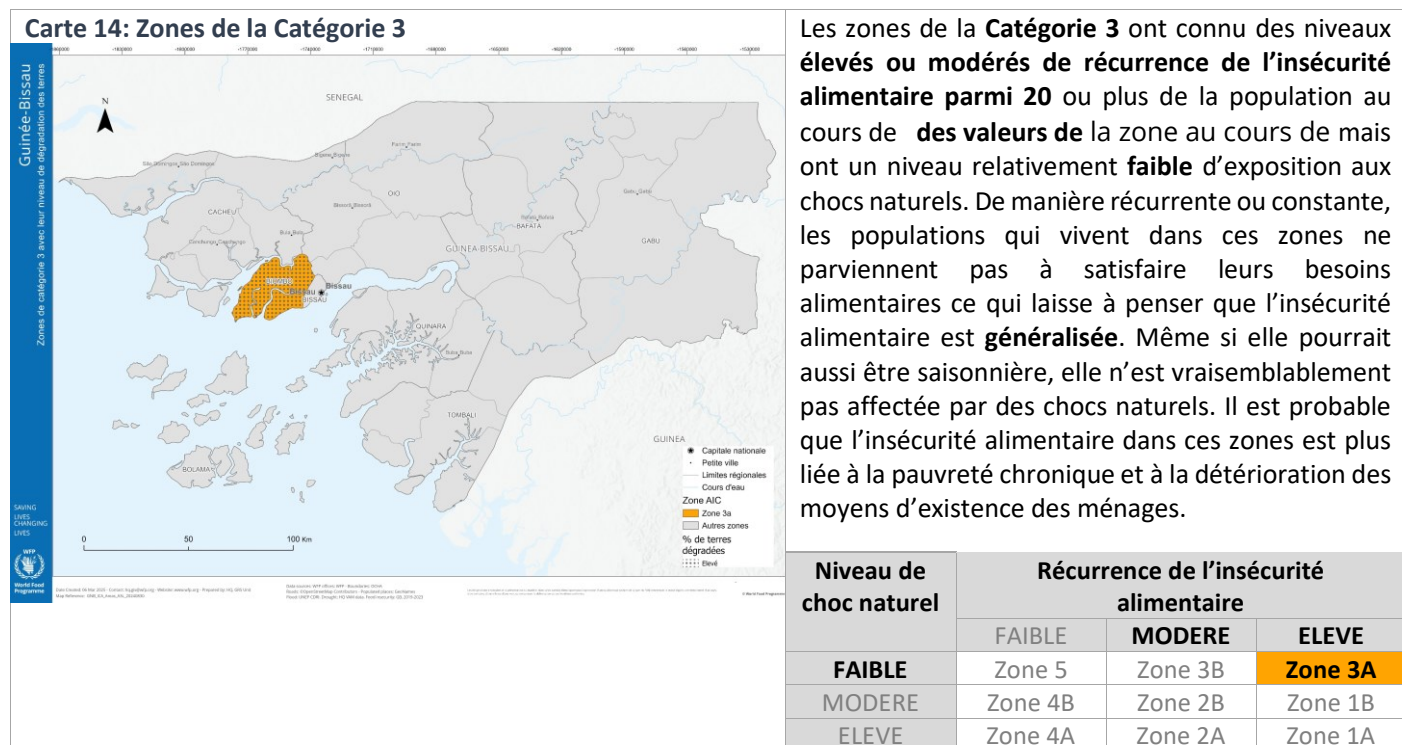
Analyse et alerte précoce. Dans ces zones, il est important de fournir un calendrier des risques annuels et saisonniers mettant en évidence les déviations potentielles à venir par rapport à des tendances saisonnières et / ou de nouveaux risques.

Nutrition. L'existence d'un risque accru d'insécurité alimentaire liée à des crises / ou de risques accrus de chocs naturels signifie que les enfants et les autres groupes vulnérables n'auront probablement pas accès aux nutriments dont ils ont besoin. Il est donc nécessaire d'inclure un **volet nutrition visant la prévention de la malnutrition** dans le programme. Selon la situation et l'analyse du contexte, ce volet nutrition peut inclure des activités soit pour la **prévention de la malnutrition** (aiguë, chronique ou manque des micronutriments) soit le **traitement de la malnutrition aiguë modérée** ou une **combinaison de prévention et traitement**. Les programmes de prévention sont particulièrement efficaces et critiques quand le statut nutritionnel d'une population risque de se dégrader rapidement, particulièrement lorsque les moyens d'existence sont en danger, l'approvisionnement en aliments est interrompu et des maladies contagieuses apparaissent, comme cela peut être le cas lors de chocs à déclenchement rapide.

Tableau 3: Tableau des indicateurs de la Catégorie 2.

Région	Population	Niveau Insécurité alimentaire	Est. population en insécurité alimentaire (moyenne sur 5 ans)	Moyenne insécurité alimentaire	Score inondations	Score sécheresse	Score Dégradation des terres	Principales zones de moyens d'existence
Cacheu	227473	Moyen	47769	21%	Moyen	Elevé	Elevé	Côte Nord, Riz, Cajou, Pêche, Palmito, Commerce
Bafata	246889	Moyen	56784	23%	Moyen	Elevé	Elevé	Plaines du Nord-Est, Zone de production, commerce de produits de base, cajou, bétail
Quinara	74637	Moyen	17913	24%	Elevé	Elevé	Elevé	Côte Sud, production de riz, manioc, cajou, pêche, Isolement commerciale relative
Tombali	112044	Moyen	24650	22%	Moyen	Elevé	Elevé	Côte Sud, production de riz, manioc, cajou, pêche, Isolement commerciale relative
Total	661 043		147 116					

2.3. Catégorie 3 : Programmes de plus long terme



Pendant la période de référence, un ménage sur cinq, soit n'a jamais été capable de satisfaire ses besoins alimentaires – c'est-à-dire qu'il a connu une insécurité alimentaire élevée de manière persistante, comme en témoigne le taux de 38 pour cent en septembre 2019 et la reprise de la tendance à la hausse après 2021, atteignant 28 pour cent en septembre 2023 ; soit a connu des périodes de soudure saisonnière récurrentes – c'est-à-dire des épisodes d'insécurité alimentaire marqués par une augmentation périodique du taux d'insécurité, comme le montre l'augmentation entre novembre 2021 (10 pour cent) et octobre 2022 (23 pour cent), indiquant des difficultés alimentaires saisonnières ; ou a connu une (des) année(s) avec un choc – c'est-à-dire une forte détérioration suivie d'une amélioration, comme l'indique la baisse significative entre septembre 2019 (38 pour cent) et novembre 2021 (10 pour cent), suivie d'une remontée progressive jusqu'à 28 pour cent en septembre 2023, montrant un événement ou un facteur ayant temporairement amélioré la situation avant une rechute.

Considérations générales en matière de programmes

Protection sociale et filets de sécurité : En raison de la prévalence de l'insécurité alimentaire, les populations qui vivent dans ces zones tireraient un bénéfice de **programmes de plus long terme** pour réduire l'insécurité alimentaire et promouvoir le développement à travers des systèmes de protection sociale prévisibles et des filets de sécurité productifs orientés vers le renforcement et l'amélioration des moyens d'existence et la préservation des efforts de développement. Quand cela est approprié, cela doit être associé à des actions pour renforcer les systèmes d'alerte précoce et la préparation, pour stabiliser les environnements naturels et pour inverser la tendance de dégradation des terres qui pourrait aggraver les risques d'exposition à des chocs naturels, si rien n'est fait, et faire passer ces zones dans les catégories 1 et 2.

Alimentation scolaire. Dans ces zones, l'alimentation scolaire peut servir de filet de sécurité pour améliorer l'éducation, la nutrition et la protection sociale. La fourniture de repas à l'école ou de rations à emporter permet de renforcer le capital humain et les moyens d'existence et protège / améliore la sécurité alimentaire. Quand cela est possible, des programmes de cantines scolaires utilisant les produits locaux peuvent être introduits pour créer un lien avec les petits exploitants locaux.

Analyse et alerte précoce. Dans ces zones, il est important de faire le suivi des facteurs de risque avec le développement des saisons et d'émettre des alertes préventives lorsque les tendances des risques dévient des tendances habituelles.

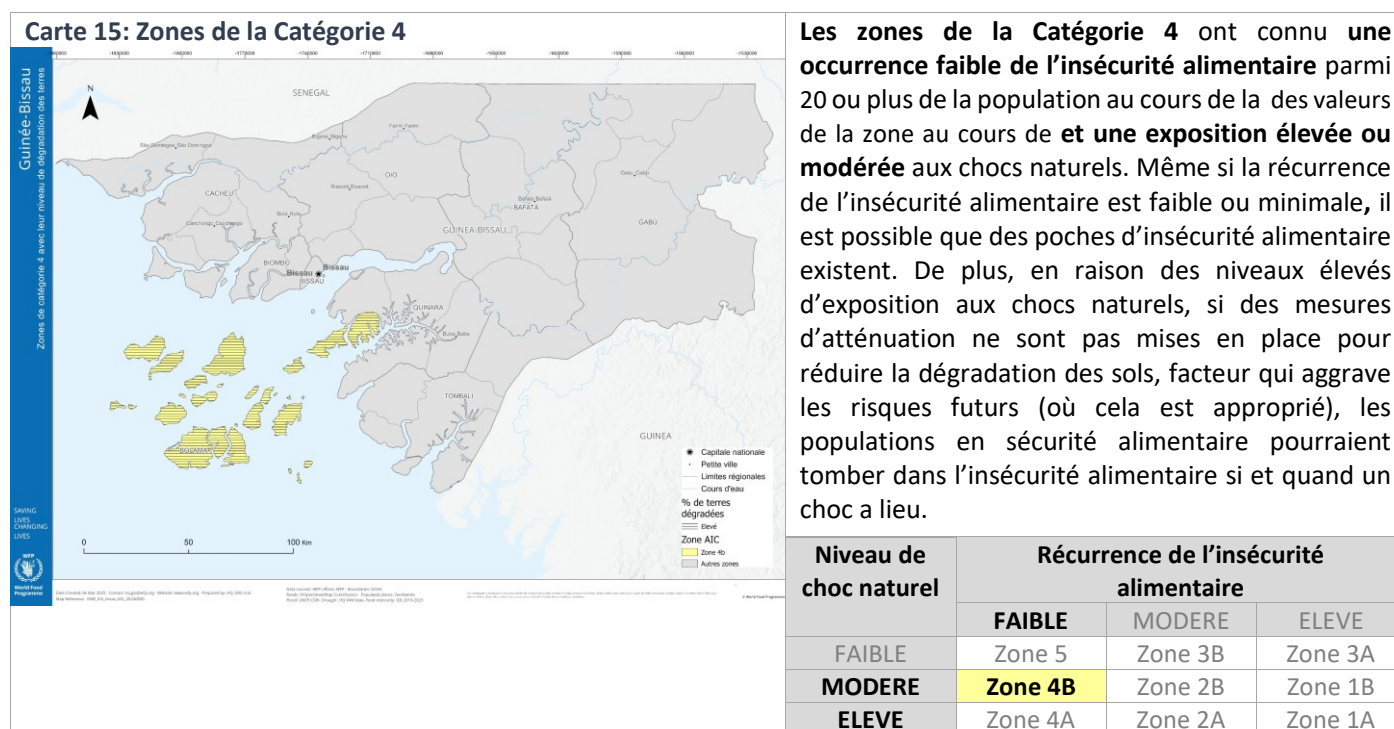
Nutrition. L'existence d'un risque accru d'insécurité alimentaire liée à des crises / ou de risques accrus de chocs naturels signifie que les enfants et les autres groupes vulnérables n'auront probablement pas accès aux nutriments dont ils ont besoin. Il est donc nécessaire d'inclure un **volet nutrition visant la prévention de la malnutrition** dans le programme. Selon la situation et l'analyse du contexte, ce volet nutrition peut inclure des activités soit pour la **prévention de la malnutrition** (aiguë, chronique ou manque des micronutriments) soit le **traitement de la malnutrition aiguë modérée** ou une **combinaison de prévention et traitement**. Les programmes de prévention sont particulièrement efficaces et critiques

quand le statut nutritionnel d'une population risque de se dégrader rapidement, particulièrement lorsque les moyens d'existence sont en danger, l'approvisionnement en aliments est interrompu et des maladies contagieuses apparaissent, comme cela peut être le cas lors de chocs à déclenchement rapide. Dans les situations où le régime alimentaire des enfants n'est pas adéquat avant une crise / choc (situation assez commune), le PAM peut plaider pour la poursuite de programmes de prévention en parallèle avec des programmes agricoles et de réduction de la pauvreté dont l'objectif est d'améliorer les régimes alimentaires locaux.

Tableau 4: Tableau des indicateurs de la Catégorie 3

Région	Population	Niveau Insécurité alimentaire	Est. Population en insécurité alimentaire (moyenne sur 5 ans)	Moyenne insécurité alimentaire	Score inondations	Score sécheresse	Score Dégradation des terres	Principales zones de moyens d'existence
Biombo	114360	Elevé	28 590	25%	Bas	Bas	Elevé	Côte Nord, Riz, Cajou, Pêche, Palmito, Commerce
Total	114360		28 590					

2.4. Catégorie 4: Réduire les risques liés aux chocs



Dans les zones de Bolama-Bijagós, les résultats de la sécurité alimentaire indiquent qu'au cours de la période de référence, un ménage sur cinq (ou plus) a peut-être connu une année de choc, comme en témoigne la fluctuation des niveaux d'insécurité alimentaire. En septembre 2019, l'insécurité alimentaire atteignait 22 pour cent, avant de diminuer à 15 pour cent en novembre 2021, indiquant une période de rétablissement. Toutefois, cette amélioration a été de courte durée, avec une légère remontée à 16 pour cent en octobre 2022, suivie d'un retour au niveau initial de 22 pour cent en septembre 2023. Cette évolution montre que certains ménages ont pu faire face à des chocs ponctuels, entraînant une hausse de l'insécurité alimentaire, suivie de périodes de relative stabilisation. Ces fluctuations mettent en évidence la vulnérabilité persistante des ménages face aux facteurs de risque comme les aléas climatiques.

Considérations générales en matière de programmes

Les ménages qui vivent dans ces zones tireraient un bénéfice de programmes avec des objectifs explicites d'atténuation des risques de catastrophes et de prévention comme la stabilisation des paysages ou l'inversion de la dégradation des terres pour réduire les risques et renforcer la résilience aux chocs naturels et autres facteurs de stress liés au climat pour l'ensemble de la communauté. Les programmes doivent avoir pour objectifs de **renforcer l'alerte précoce et la préparation**, planifier des mesures correctives appropriées et contribuer au renforcement des filets sociaux de sécurité existants et /ou informels. Dans tous les cas, les programmes doivent garantir qu'à la fois les hommes et les femmes sont impliqués dans des efforts d'atténuation au niveau de la communauté pour faciliter un développement qui prenne en compte la problématique du genre.

Analyse et alerte précoce. Dans ces zones, il est important de fournir des documents approfondis d'analyse des risques contextuels indiquant les points chauds, de diffuser des documents d'information sur les risques avec les facteurs déclencheur et les seuils qui doivent faire l'objet d'un suivi et de suivre les tendances des risques saisonniers et d'ajuster les tendances des prévisions si cela est nécessaire.

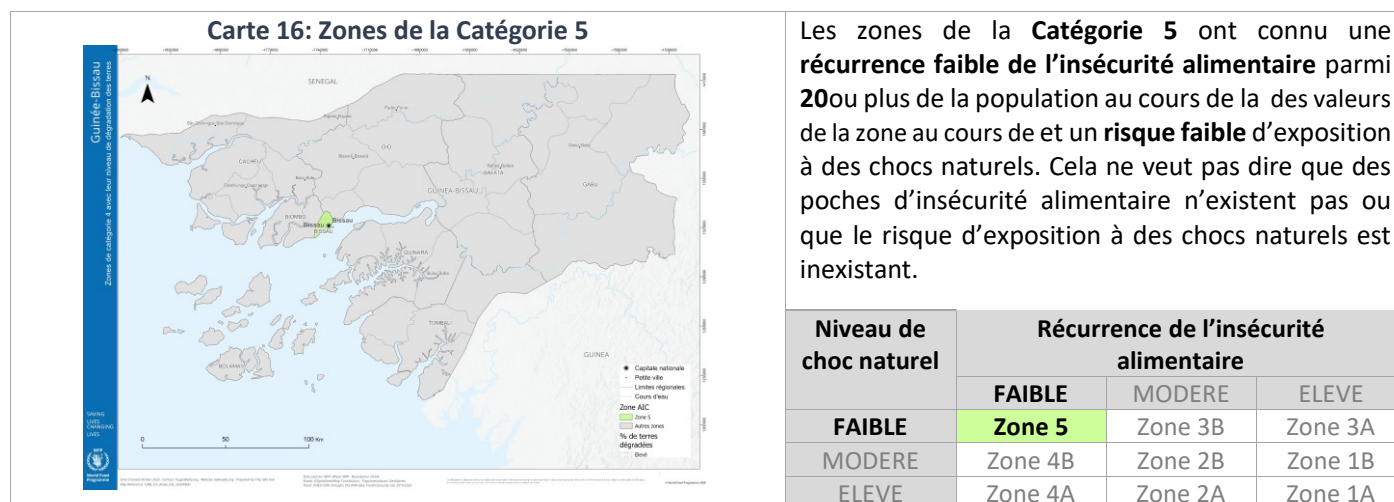
Nutrition. Toute indication d'un risque accru d'insécurité alimentaire des ménages lié à une crise /risque accru d'exposition à un choc naturel signifie que les enfants et les autres groupes vulnérables n'auront probablement pas accès aux nutriments dont ils ont besoin. Un volet nutrition avec un objectif de **prévention de la malnutrition** devrait donc être inclus dans la réponse programmatique. Selon la situation et l'analyse du contexte, ce volet nutrition peut inclure des activités soit de **prévention de la malnutrition** (aiguë, chronique ou manque des micronutriments) soit de **traitement de la malnutrition aiguë modérée** ou une **combinaison de prévention et traitement**. Les programmes de prévention sont particulièrement efficaces et critiques quand le statut nutritionnel d'une population risque de se dégrader rapidement, particulièrement lorsque les moyens d'existence sont en danger, l'approvisionnement en aliments est interrompu et des maladies

contagieuses apparaissent. Dans les situations où l'apport alimentaire des enfants est déjà inadéquat avant une crise/choc (ce qui est courant), le PAM peut plaider pour une continuation des programmes de prévention en parallèle à des programmes en faveur de l'agriculture et de réduction de la pauvreté dont le but est l'amélioration des régimes alimentaires locaux.

Tableau 5: Tableau des indicateurs de la Catégorie 4.

Région	Population	Niveau Insécurité alimentaire	Est. Population en insécurité alimentaire (moyenne sur 5 ans)	Moyenne insécurité alimentaire	Score inondations	Score sécheresse	Score Dégradation des terres	Principales zones de moyens d'existence
Bolama-Bijagós	39901	Bas	7581	19%	Bas	Moyen	Elevé	Iles, culture de base, cajou, tourisme
Total	39901		7581					

2.5. Catégorie 5 : Renforcement de la préparation



Le Secteur Autonome de Bissau (SAB), qui comprend la capitale du pays, n'a pas été inclus dans les analyses de sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2019 et 2020 en raison de l'impact de la COVID-19, ce qui a limité la disponibilité des données pendant cette période. Cependant, à partir de novembre 2021, une évaluation a été effectuée, révélant un taux d'insécurité alimentaire relativement faible, avec seulement 3 pour cent des ménages affectés. Ce taux a légèrement augmenté à 9 pour cent en octobre 2022, puis à 13 pour cent en septembre 2023, ce qui reste bien en dessous du seuil de 20 pour cent, indiquant que moins d'un ménage sur cinq a connu une insécurité alimentaire récurrente. Cela indique une situation relativement stable, bien que l'augmentation progressive de l'insécurité alimentaire sur cette période puisse refléter des facteurs tels que la dégradation des terres, qui est qualifiée de "élevée" dans la région, et nécessite une attention particulière.

Orientations générales pour des programmes

De manière générale, des programmes de développement et de réduction de la pauvreté fortement centrés sur l'arrêt et l'inversion de la dégradation des terres qui pourrait sinon compromettre la sécurité alimentaire et les moyens d'existence futures des ménages seraient bénéfiques. Les efforts d'alerte précoce et de préparation doivent être poursuivis afin de préserver et protéger les progrès accomplis par les personnes et les programmes en cas de choc ou de crise. Dans tous les cas, les programmes doivent garantir qu'à la fois les hommes et les femmes sont impliqués dans des efforts d'atténuation au niveau de la communauté pour faciliter un développement qui prenne en compte la problématique du genre.

Analyse et alerte précoce. Dans ces zones, il est important de publier un document de référence sur les risques qui fournisse une analyse sur les risques contextuels qui pourraient affecter le pays dans les six prochains mois.

Nutrition. Toute indication d'un risque accru d'insécurité alimentaire des ménages lié à une crise /risque accru d'exposition à un choc naturel signifie que les enfants et les autres groupes vulnérables n'auront probablement pas accès aux nutriments dont ils ont besoin. Un volet nutrition avec un objectif de **prévention de la malnutrition** devrait donc être inclus dans la réponse programmatique. Selon la situation et l'analyse du contexte, ce volet nutrition peut inclure des activités soit de **prévention de la malnutrition** (aiguë, chronique ou manque des micronutriments) soit de **traitement de la malnutrition aiguë modérée** ou une **combinaison de prévention et traitement**. Les programmes de prévention sont particulièrement efficaces et critiques quand le statut nutritionnel d'une population risque de se dégrader rapidement, particulièrement lorsque les moyens d'existence sont en danger, l'approvisionnement en aliments est interrompu et des maladies contagieuses apparaissent. Dans les situations où l'apport alimentaire des enfants est déjà inadéquat avant une crise/choc (ce qui est courant), le PAM peut plaider pour une continuation des programmes de prévention en parallèle à des programmes en faveur de l'agriculture et de réduction de la pauvreté dont les but est l'amélioration des régimes alimentaires locaux.

Tableau 6: Tableau des indicateurs de la Catégorie 5

Région	Population	Niveau Insécurité alimentaire	Est. Population en insécurité alimentaire (moyenne sur 5 ans)	Moyenne insécurité alimentaire	Score inondations	Score sécheresse	Score Dégradation des terres	Principales zones de moyens d'existence
Bissau	448711	Bas	35897	8%	Bas	Bas	Elevé	Bissau, péri-urbain
Total	448711		35897					

Chapitre 3. Méthodes analytiques

3.1. Sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire a été menée à partir des données de du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SiSSAN) conduit régulièrement par le PAM en collaboration en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et l'Institut National de la Statistique (INE). Les données étaient disponibles pour la période allant de 2019 à 2023. Pour la plupart des années, les données ont été collectées au moins une fois par an. Au total, quatre passages étaient disponibles soit quatre ans. Le PAM n'a pas conduit une évaluation de la sécurité alimentaire en 2020 en raison de la covid-19. La collecte des données est menée chaque année en septembre (pendant la période de soudure) auprès de 3000 ménages en moyenne dans le pays. Pour l'analyse, les données ont été agrégées au niveau région. Le principal indicateur de sécurité alimentaire utilisé pour l'analyse était l'Approche Consolidée pour le compte-rendu des Indicateurs de Sécurité Alimentaire (CARI).

L'analyse AIC de la sécurité alimentaire a pour but d'évaluer comment les valeurs de l'indicateur choisi ont fluctué par rapport à une valeur de référence pendant la période pour laquelle les données sont disponibles. Elle évalue la tendance de la sécurité alimentaire pour chaque zone géographique par rapport au seuil retenu et classe chaque zone sur une échelle à trois niveaux pour établir son statut de sécurité alimentaire (par ex., "FAIBLE" pour 1, "MODERE" pour 2 et "ELEVE" pour 3). Comme mentionné précédemment, pour **Guinée-Bissau** le seuil a été fixé à 20

Pour évaluer la tendance de la sécurité alimentaire, l'analyse AIC prend en compte trois facteurs :

- **Récurrence au-dessus du seuil** : mesurée par le **nombre de fois** où dans la zone en question, la valeur de l'indicateur de la sécurité alimentaire est égale ou supérieure au seuil établi. Cette mesure est convertie en un pourcentage ;
- **Moyenne par rapport à la moyenne nationale** : mesure de la comparaison entre la valeur moyenne de l'indicateur de la sécurité alimentaire par rapport à la moyenne nationale. Cela permet de situer la zone dans le contexte national ; et
- **Variabilité/stabilité** : mesure de la fluctuation dans le temps des valeurs de l'indicateur de sécurité alimentaire pour la zone en question (utilisation de l'écart-type). Cette mesure permet de déterminer la stabilité ou le manque de stabilité de la situation de la sécurité alimentaire et aide à mettre en évidence les chocs et/ou les aspects saisonniers.

Classifications sur une échelle à trois niveaux. Ces trois éléments sont mesurés dans des unités différentes (un pourcentage, un chiffre et un écart-type). Afin de les unifier en un score unique, chaque mesure est exprimée sous la forme d'un score (1 indique la condition la plus grave). Les scores sont ensuite combinés pour produire un score final. Ces scores finaux sont ensuite classés et ce classement est divisé en terciles (trois groupes égaux). Les zones classées dans le premier (le plus bas) tercile obtiennent une valeur de 1, celles classées dans le second tercile obtiennent une valeur de 2 et celles du troisième tercile obtiennent une valeur de 3.

3.2. Chocs naturels

Chocs à déclenchement rapide

Les données sur les inondations viennent du service national de la protection civil, du ministère de l'agriculture et de l'outil d'analyse et de cartographie avancée des catastrophes du PAM (ADAM) et sont disponibles pour l'année 2024. Le jeu de données original a été agrégé au niveau région. Il faut noter que les données d'ADAM manquent de précision puisqu'elles proviennent des mesures de télédétection. Le principal indicateur utilisé est le nombre de populations affectées.

L'analyse. Avec les jeux de données globaux, chaque pixel a des informations sur le nombre moyen d'événements pour la période analysée. Il s'agit de données calculées à partir de modèles et il n'est pas possible d'établir combien d'événements ont véritablement eu lieu pendant une année donnée ou une période, par ex., pendant les cinq ou dix années précédentes (cette spécificité est perdue quand on utilise des données modélisées). Par ailleurs, comme les fréquences peuvent être très élevées pour un simple

pixel, il est important d'équilibrer cette information en prenant en compte la superficie affectée par rapport à l'ensemble de la zone. Cette approche est expliquée ci-dessous.

Lorsque des données tabulaires locales sont disponibles et fournissent le nombre d'événements par an et par district pour les cinq années précédentes (ou une autre période), le classement final en des niveaux faibles, modérés et élevés d'occurrence est basé sur le nombre total des événements qui ont eu lieu pendant la période en question.

Avec des jeux globaux de données spatiales, l'objectif est de produire, pour chaque district, un tableau de données à partir de l'image matricielle (raster) de fréquence des chocs qui – par exemple dans le cas d'inondations - indique (a) l'étendue des zones d'inondations et (b) l'occurrence des inondations par pixel. Avec la méthode des **seuils naturels de Jenks** (disponible dans ArcGIS)², l'ensemble des valeurs à la fois pour la superficie affectée de la zone et le nombre d'événements peut être divisé entre trois classes et classé à nouveau selon un niveau **faible, modéré et élevé**. Ces valeurs font l'objet d'une tabulation croisée pour obtenir une classification finale des districts qui peut à son tour être classée sur une échelle à trois niveaux (faible, modéré et élevé) et présenté sous forme de carte (voir la carte présentée au chapitre 2).

Lors de l'analyse dans le cas d'inondations ou de glissements de terres (ou coulées de boue, ou orage, etc.), les mêmes étapes doivent être suivies pour chaque type d'événements indépendamment. Puis les résultats pour chaque type d'événements font à nouveau l'objet d'une tabulation croisée pour obtenir une classification unique.

Chocs à déclenchement lent

Les données sur les inondations viennent du service national de la protection civil, du ministère de l'agriculture et de l'outil d'analyse et de NASA MODIS/DFO and C2S et sont disponibles pour l'année 2024. Le jeu de données original a été agrégé au niveau région. Il faut noter que les données de MODIS manquent de précision du fait de leur faible résolution spatiale.

Avec des **données au niveau national** qui donnent le nombre de sécheresses qui ont eu lieu par an et par district, l'ensemble des valeurs sur la période pour laquelle les données sont disponibles peut être divisé en trois classes et classé à nouveau selon un niveau **faible, modéré et élevé** en utilisant la **méthode des seuils naturels de Jenks** (disponible dans ArcGIS). Le résultat peut être présenté sous forme de carte.

Lors que les données sur l'occurrence des sécheresses au niveau national ne sont pas disponibles, il est possible d'utiliser le **nombre de saisons agricole avec une mauvaise croissance** (*Number of Poor Growing Seasons NPGS*) comme proxy pour mesurer l'exposition récente à la sécheresse. Il faut alors utiliser des jeux de données de télédétection sur l'indice différentiel de végétation *normalisé* (*Normalized Difference Vegetation Index ou NDVI*) ou des données d'estimation des précipitations (*Rainfall Estimates data (RFE)*) (selon le contexte). *Pour des informations plus détaillées, voir la note ICA « Guidance Note on Drought. »*

Analyse. La préparation et l'analyse de données NDVI sont particulièrement complexes. Pour simplifier, les nombreux fichiers raster qui capturent les valeurs du NDVI à des intervalles spécifiques dans le temps au cours d'un certain nombre d'années sont téléchargés et filtrés en raison de l'interférence atmosphériques et d'autres facteurs qui peuvent influencer les lectures finales. Puis les étapes suivantes ont lieu :

- Une **moyenne (NDVI) de long terme** de la couverture végétale pour chaque saison agricole est calculée (il peut y avoir plus d'une saison agricole dans certains endroits).
- Les valeurs NDVI pour chaque saison agricole de chacune des cinq années les plus récentes sont comparées à la moyenne de long terme.
- Cette comparaison est présentée comme le nombre de saison agricoles avec une mauvaise croissance (*number of poor growing seasons ou NPGS*) si les valeurs les plus récentes sont en dessous de la moyenne de long terme.

² Méthode des seuils naturels de Jenks.

L'hypothèse de base de cette comparaison est qu'une croissance de la végétation fortement inférieure pendant une saison agricole particulière à la moyenne de long terme indique un **stress hydrique ou des conditions de sécheresse** pour la croissance de la végétation dans cette zone.

Les résultats ci-dessus sont présentés sous le format d'une image matricielle (raster) où chaque pixel contient le nombre de fois au cours des cinq dernières années où les valeurs NDVI des saisons agricoles ont été au-dessous de la moyenne de long terme. A partir de ce fichier, les données sont agrégées pour obtenir un nombre moyen de saisons agricoles avec une mauvaise croissance par district. L'ensemble des valeurs est ensuite divisé en trois classes (**faible, modéré et élevé**) et le résultat est présenté sous forme de cartes.

Lorsque des données sur les précipitations (*Rainfalls estimates RFE*), l'indice différentiel de végétation normalisé (NDVI) et/ou l'indice de satisfaction des besoins en eau (*Water Requirement Satisfaction Index ou WRSI*) sont disponibles, elles peuvent alors faire l'objet d'une tabulation croisée pour obtenir une classification qui reflète l'impact d'ensemble.

3.3. Dégradation des terres

Changements des catégories de couverture terrestre

La méthode actuelle d'analyse de la dégradation des terres a pour but d'identifier et de classer de manière qualitative les changements négatifs récents des catégories de couverture terrestre et de la déforestation, en particulier pour les zones associées avec une forte récurrence de chocs et d'insécurité alimentaire. L'analyse compare le statut des catégories de couverture terrestre mesuré en 2001 avec 2023 en prenant en compte les changements sur une base annuelle et avec une résolution spatiale de 500m. Les données viennent de MODIS (NASA) qui couvre l'ensemble du globe.

Une valeur numérique dite « valeur écologique » est attribuée à chacune des catégories standard de couverture terrestre de MODIS pour 2001 et 2023 (plus la valeur est élevée, plus la valeur écologique est élevée).

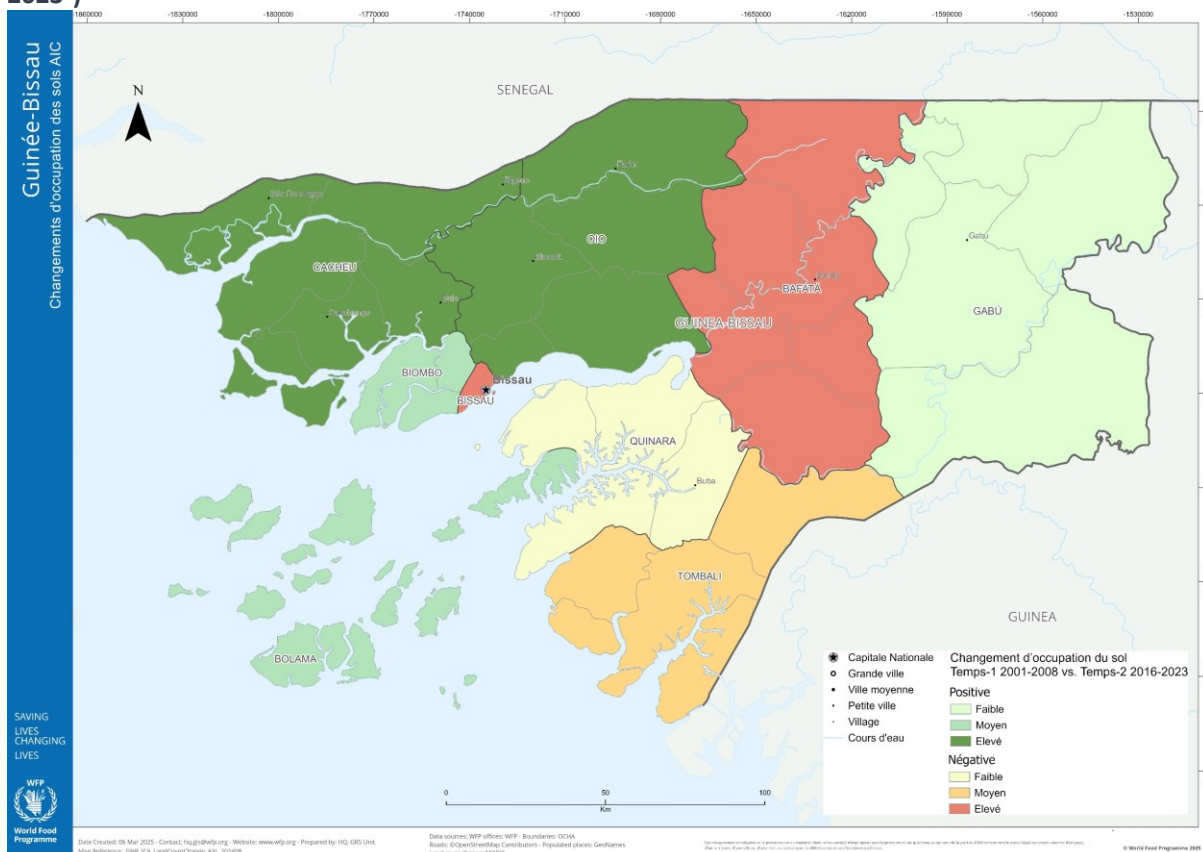
MCD12Q1 class	Nouveau_Nom	Valeur écologique
Forêts de feuillus sempervirente	Forêt	6
Forêts de feuillus décidues	Forêt	6
Zones humides permanentes	Zones humides	6
Maquis /formations arbustives avec couverture feuillue dense	Maquis /formations arbustives	5
Pâturages	Brousse /maquis	4
Terres agricoles	Terres agricoles	3
Aride ou avec peu de végétation	Aride ou avec peu de végétation	2
Constructions urbaines	Constructions humaines	1
Valeur de remplissage	Valeur de remplissage	0
Neige et glace	Neige et glace	0

Les changements au cours du temps sont exprimés comme la différence entre les valeurs initiales (2001) et finales (2023) de la classe de couverture terrestre. La fourchette des valeurs va de +6 à -6. Les valeurs **négatives** indiquent une détérioration de la valeur écologique des sols, **zéro** indique qu'il n'y a pas eu de changement de la couverture terrestre et les valeurs **positives** indiquent une amélioration de la valeur écologique.

Le changement moyen est calculé pour chaque district (ou toute autre zone administrative telle que choisie pour l'analyse) en prenant en compte l'étendue des changements négatifs et positifs. La fourchette des valeurs **positives** est divisée en trois classes en utilisant la méthode des seuils naturels et la même chose est faite pour les valeurs **négatives**.

En même temps, les changements de catégorie de couverture terrestre de 2001 à 2023 peuvent être présentés sous forme de carte pour faciliter la compréhension des éléments principaux et les classes prédominantes.

Carte 17: Changement des catégories de couverture terrestre (Temps-1 : 2001-2008 vs. Temps-2 20016-2023-)



Propension à l'érosion

Le principal indicateur utilisé pour l'analyse de l'érosion du sol vient d'une version simplifiée de l'Equation Universelle des Pertes en Terre (*Universal Soil Loss Equation* ou *USLE*) qui est universellement reconnue dans le secteur comme un proxy ou un moyen d'estimer la propension à l'érosion. Dans sa forme originelle la formule est la suivante :

$$\text{Erosion} = R * K * S^2 * C * P$$

Le « R » représente la pluviométrie (*Rainfall*), le « K » représente les propriétés du sol en termes lithologiques (*soil erodibility*), le « S » représente les caractéristiques de la pente (*slope*), le « C » représente l'utilisation du sol prédominante (*crop and cover management*) et le « P » représente un facteur de conservation des sols, comme la présence d'infrastructure pour faire empêcher l'érosion du sol (*conservation practice*). En général, les données sur les facteurs "K" et "P" facteurs sont difficiles à trouver, si bien qu'une version simplifiée basée sur trois éléments clefs a été développée :

- Fréquence des pluies (FAO GeoNetwork, 2000 (resolution ~ 17 km)
- Couverture terrestre extraite du produit NASA MODIS MCD12Q1 (résolution ~ 250 m)
- Longueur de la pente calculée par SAGA-GIS à partir du modèle digital d'élévation NASA SRTM (résolution de 500m).

Pour plus d'informations sur l'élaboration des images matricielles (raster files) et le calcul final de la propension à l'érosion, merci de contacter l'unité OMEP-GIS.

Chacun des trois paramètres est classé sur une échelle allant de 1 à 5 et les valeurs sont additionnées pour obtenir une échelle pour mesurer l'érosion allant de 3 à 15. Cette fourchette est divisée en Faible, Modéré, Elevé selon la méthode des seuils naturels et le pourcentage du territoire de chaque district (ou unité de mesure) qui appartient à la tranche de forte propension à l'érosion est calculé.

3.4. Nutrition

La collecte des données nutritionnelles s'est faite via six questionnaires administrés aux ménages, femmes, hommes et enfants. Des mesures anthropométriques (poids, taille) des enfants de moins de 5 ans ont été réalisées, ainsi que des tests de qualité de l'eau et le dosage d'iode dans le sel de cuisine. L'analyse des données a été effectuée avec SPSS 23, avec des plans de tabulation et de syntaxe personnalisés selon les standards du programme MICS.

3.5. Moyens d'existence

La méthodologie du zonage des moyens d'existence, a permis de cartographier les zones géographiques selon les systèmes de production et l'accès aux marchés des ménages. Elle repose sur une approche participative où les acteurs locaux, y compris des agences gouvernementales et des ONG, identifient les caractéristiques géographiques, les sources de nourriture et de revenus, ainsi que les risques et stratégies d'adaptation des ménages. Cette cartographie qualitative sert de référence pour le suivi de la sécurité alimentaire et l'analyse des impacts des chocs sur les communautés, tout en fournissant un cadre pour interpréter les données sur la production et les prix.

3.6. Saisonnalité

La méthode d'analyse des saisons agricoles est basée sur une évaluation approfondie des calendriers saisonniers liés aux activités de production et d'accès aux ressources alimentaires. Elle implique l'identification des phases clés de l'agriculture, telles que la préparation du sol, la semence, la croissance, et la récolte. Les facteurs climatiques, les variétés de cultures et les pratiques agricoles locales sont pris en compte pour établir un calendrier précis de production.

3.6.1. Sécurité alimentaire

Pour mener une analyse de la saisonnalité de l'insécurité alimentaire, il faut grouper les données de divers passages de collecte selon la saison à laquelle le mois pendant lequel les données ont été collectées appartient en utilisant le calendrier agricole et /ou les connaissances locales des saisons dans le pays (voir le calendrier des saisons présenté [Section 1.10.3, page 14](#)). Quand le calendrier varie selon les différentes zones du pays, il peut être nécessaire d'agréger les données selon les régions.

L'analyse de la sécurité alimentaire a été menée pour chaque sous-groupe de données en utilisant la feuille Excel d'analyse de la sécurité alimentaire (comme pour l'analyse d'ensemble de la sécurité alimentaire) et les résultats sont présentés sous forme de carte dans la section mentionnée ci-dessus.

3.6.2. Chocs naturels

Les méthodes présentées ci-dessous reprennent des informations de la section ci-dessus sur les chocs à déclenchement lent (principalement les sécheresses) et expliquent comment des informations sur les sécheresses peuvent être interprétées en prenant en compte les saisons.

3.6.2.1. Variabilité interannuelle (au cours des années) de la croissance de végétation

Dans la plupart des cas, le niveau de croissance de la végétation est évalué à partir de l'indice différentiel de végétation normalisé (*normalized difference vegetation index ou NDVI*). Les valeurs de l'indice NDVI sont déterminées chaque pour des intervalles divers au cours de l'année. Au cours d'une période, il y a donc une série de pics et de fossés qui indiquent quand la végétation est peu abondante (saison sèche) et quand elle est abondante (saison humide). La **variabilité** est la quantité de changement entre les pics (et les fossés) au **cours des années**. Si la **variabilité au cours des années** est faible, les niveaux de végétation rare et de végétation abondante auxquels on peut s'attendre dans un contexte donné sont relativement stables (ou prévisibles). Si la variabilité est élevée, cela indique une moindre prévisibilité ou stabilité des niveaux de végétation au cours du temps, indiquant potentiellement une importante variabilité du climat.

3.6.2.2. Variabilité intra-annuelle (au sein d'une année) de la croissance de la végétation

La courbe annuelle de l'indice NDVI montre aussi la variabilité au cours de l'année, illustrant le degré de changements entre les valeurs les plus basses et les plus hautes (dans les faits, les changements entre les périodes sèches et celles humides). Par exemple, dans les zones tropicales où la couverture végétale est normalement abondante, la variabilité sera probablement assez basse alors que dans les zones qui ont des saisons sèches et humides distinctes et une couverture végétale moins constante, auront une variabilité plus importante.

Superposer les frontières des zones de moyens d'existence, la densité de population et les données sur les installations humaines sur les cartes présentant les informations sur les saisons peut mettre en évidence comment et où le facteur saisonnier peut affecter les ménages.

3.6.2.3. Nombre de saisons de culture en dessous de la moyenne.

Une autre façon de présenter les informations concernant les saisons est de voir avec quelle fréquence la valeur moyenne du NDVI (annuelle ou saisonnière) des cinq dernières années a été en dessous de la moyenne de long terme des 15 dernières années. Dans la pratique, cela peut être interprété comme la fréquence à laquelle la végétation a souffert et n'a pas poussé au cours des cinq dernières années (vraisemblablement en raison d'un manque d'eau / humidité) par rapport aux années précédentes.

Chapitre 4. Etapes suivantes

Dans le cadre de l'analyse intégrée du contexte (AIC) pour la Guinée-Bissau, plusieurs nouveaux thèmes ont été identifiés qui méritent d'être examinés plus en profondeur afin de mieux comprendre les dynamiques locales et d'améliorer la réponse programmatique. Parmi ces thèmes, nous avons convenu de prioriser les axes suivants :

Analyse des systèmes de résilience

Il est important d'évaluer les capacités d'adaptation des communautés locales face aux divers chocs environnementaux, sociaux et économiques. Les données issues de l'AIC montrent que de nombreuses communautés rurales se trouvent dans des zones caractéristiques d'une insécurité alimentaire élevée, exacerbée par les aléas climatiques tels que les sécheresses et les inondations. Cette vulnérabilité souligne l'importance d'identifier les pratiques agricoles durables et les systèmes de production alimentaire qui peuvent être renforcés. Il est essentiel d'encourager des méthodes de culture diversifiées, d'investir dans l'amélioration des infrastructures agricoles, et de promouvoir des techniques de conservation de l'eau et des sols afin d'accroître la résilience des moyens d'existence des ménages.

En outre, l'AIC met en relief l'importance d'une approche multisectorielle dans la conception de stratégies de résilience. Non seulement il est impératif de renforcer les capacités agricoles, mais également d'intégrer des initiatives en matière de santé, d'éducation et de protection sociale pour bâtir des systèmes résilients durables. Il n'y a pas eu de discussions avec les partenaires mais il serait utile de faire en sorte que le lien entre sécurité alimentaire et nutrition soit solidement établi, avec des programmes qui prennent en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants.

Disponibilité des données

Il est impératif de renforcer la collecte de données à des niveaux d'analyse plus localisés pour garantir l'efficacité des interventions. L'intégration d'informations représentatives provenant du Système de Suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SiSSAN) constitue un atout, permettant de conduire des analyses plus approfondies. En élargissant l'analyse jusqu'au niveau sectoriel (admin2), il devient possible de mieux comprendre les interdépendances complexes entre la sécurité alimentaire, la nutrition, et les moyens d'existence des différentes communautés. Cela favorise une approche plus intégrée, prenant en compte les spécificités contextuelles.

De plus, une analyse à une échelle plus fine, dépassant les zones de moyens d'existence et les régions, serait extrêmement bénéfique pour saisir les variations internes qui existent au sein des communautés. En tenant compte des dynamiques locales, des pratiques culturelles et des ressources disponibles, des facteurs contextuels critiques influençant la sécurité alimentaire et la résilience des ménages pourraient être identifiés.

Adaptation aux changements climatiques

La nécessité de mettre en place des stratégies d'adaptation face aux scénarios climatiques futurs est devenue d'une importance capitale. À mesure que les impacts du changement climatique se font de plus en plus sentir, il est essentiel que le pays développe des stratégies d'adaptation durables qui non seulement protègent les écosystèmes fragiles, mais aussi assurent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés vulnérables. Pour ce faire, des initiatives qui intègrent de manière synergique la gestion des ressources naturelles et l'agriculture doivent être explorées, afin de promouvoir des pratiques durables et renforcer la résilience. Cela pourrait inclure la diversification des cultures, l'usage de variétés résistantes aux sécheresses, et l'amélioration des systèmes d'irrigation pour optimiser l'utilisation de l'eau. En parallèle, la conservation des écosystèmes locaux et la protection des ressources naturelles, comme les forêts et les zones humides, jouent un rôle important dans la régulation du climat local et la préservation de la biodiversité. De plus, impliquer les communautés locales dans la formulation et la mise en œuvre de ces stratégies garantit des solutions adaptées à leurs réalités et connaissances traditionnelles.

Coordination multisectorielle

Un examen des méthodes de coordination entre les différents acteurs humanitaires et de développement est fondamental pour éviter les duplications et assurer une couverture optimale des zones en difficulté. Ce processus a été évoqué lors de la réunion des agences des nations unies et a été jugé pour l'atteinte des objectifs conformément au cadre de coopération des nations unies pour le développement durable en Guinée-Bissau 2022-2026.

Chapitre 5. Annexes et tableaux des données

5.1. Annexes

5.1.1. Analyse intégrée du contexte

L'analyse intégrée du contexte (AIC)³ est un processus analytique qui contribue à la conception de stratégies générales de programmation au niveau national dont le renforcement de la résilience, la réduction des risques de catastrophes et la protection sociale pour les populations les plus vulnérables et qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire. L'AIC peut être utilisée pour identifier des réponses en termes de programme plus spécifiques à des niveaux sous-nationaux et identifier les zones où des analyses supplémentaires plus approfondies ou des systèmes de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire sont nécessaires. L'AIC permet d'identifier les zones prioritaires dans lesquelles mener les consultations de la Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence (PSME)⁴ pour déterminer les programmes complémentaires et multisectoriels spécifiques à une zone avec le gouvernement et les partenaires. La PSME permet à son tour de jeter les bases pour planifier et mettre en place les programmes grâce à des efforts conjoints entre les communautés et les partenaires à travers la Planification Communautaire Participative (PCP).⁵

L'AIC est basée sur le principe d'analyse des tendances historiques dans un certain nombre de disciplines techniques et sectorielles dont les résultats sont superposés pour identifier les zones de chevauchement. L'analyse des tendances permet de comprendre ce qui s'est produit dans le passé et ce qui pourrait (ou non) changer et permet d'analyser ce qui pourrait avoir lieu dans le futur et où des programmes de court, moyen ou long terme sont nécessaires. En superposant les résultats, il est possible de comprendre quelles sont les combinaisons des problèmes – insécurité alimentaire récurrente, chocs et facteurs aggravants – et d'identifier ensuite les stratégies à mettre en place en termes de programme pour s'attaquer à ces problèmes de manière holistique en se basant sur les avantages comparatifs et

l'expertise technique des gouvernements, partenaires, communautés et des populations affectées elles-mêmes.

Pour **Guinée-Bissau**, l'AIC a été menée par [spécifier les principales personnes impliquées]. L'AIC une contribution aux discussions sur les stratégies en matière de programme et peut servir de base pour préparer d'autres analyses plus approfondies avec le gouvernement et les autres partenaires au **Guinée-Bissau**. Cette analyse couvre trois grands domaines : les tendances de l'insécurité alimentaire, les principaux chocs naturels (les sécheresses, les inondations et les glissements de terrain) et la dégradation des terres en tant que facteur qui contribue à l'augmentation des risques et accroît l'impact des chocs naturels.

Ce rapport est organisé en 6 chapitres :

0. Chapitre 1 : Résumé des principaux résultats. Ce chapitre présente de manière générale les différentes zones où des points de convergence ont été trouvés entre la récurrence de l'insécurité alimentaire et l'exposition aux chocs naturels et les implications en termes de programmation.

Chapitre 1. Principaux résultats de l'ICA. Ce chapitre présente les résultats des dimensions principales et des dimensions thématiques de l'ICA.

Chapitre 2. Implications

Ce chapitre propose une description générale de chacune des cinq catégories en présentant des points d'entrée généraux afin de contribuer à la conception d'approches plus stratégiques pour les programmes dans ces zones.

Chapitre 3. Méthodes. Ce chapitre présente les détails des diverses analyses qui ont été menées, dont les calculs, les informations à prendre en compte, les limites des données et toute autre information appropriée.

Chapitre 5. Etapes suivantes. Ce chapitre présente des recommandations sur les domaines/thèmes à explorer et les actions à mener par le bureau de pays.

Chapitre 5. Annexes . Ce chapitre apporte les informations de base sur l'AIC, les sources des données et les principaux tableaux, les limites et

³ *Integrated Context Analysis (ICA)* en anglais

⁴ *Seasonal Livelihood Programming (SLP)* en anglais.

⁵ *Community-Based Participatory Planning (CBPP)* en anglais.

avantages de l'AIC et toute autre information pertinente.

5.1.2. Sources des données

Frontières administratives

Unité/niveau d'analyse : Région

Fichier codé des frontières disponible : ☐ Excel

☐ ArcGIS

Commentaires : Les limites, noms et désignations utilisés sur les cartes n'impliquent pas une approbation ou une reconnaissance officielle par les Nations Unies.

Données démographiques

Source : worldpop 2020

Période couverte : 2000-2020

Commentaires : Les données démographiques de WorldPop sont réputées pour leur haute résolution et leur précision, notamment grâce à l'intégration de diverses sources telles que les recensements, les enquêtes, les images satellites et les données SIG dans un cadre flexible d'apprentissage automatique. Cependant, il s'agit des estimations, ce qui indique une prudence lors de l'utilisation de ces données.

Sécurité alimentaire

Source principale

Indicateur : Indice de sécurité alimentaire

Source : Système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SiSSAN).

Période couverte : 2019-2023

Commentaires : Les données de l'enquête sont fiables grâce à une méthodologie rigoureuse incluant un échantillonnage probabiliste stratifié et une sélection aléatoire des ménages. La supervision sur le terrain et en ligne, ainsi que les contre-enquêtes aléatoires, ont permis d'assurer la qualité et l'authenticité des réponses.

Chocs naturels

Inondations

Indicateur : Risque d'inondation

Source : NASA MODIS/DFO and C2S

Période couverte : N/A

Commentaires : Base de données mondiales.

Sècheresse

Indicateur : Nombre de mauvaises saisons de croissance

Source : WFP HQ VAM Analysis of CHIRPS data

Période couverte : 1981-2023

Commentaires : Basé sur les données de précipitations uniquement.

Dégradation des terres

Indicateur : Propension à l'érosion

Source : HQ OSEP GIS analysis utilisant l'équation RUSLE

Période couverte : N/A

Commentaires : Le modèle RUSLE s'applique à l'échelle d'une parcelle agricole. Son utilisation sur des étendues autres que les parcelles de culture entraînent des erreurs de précision des résultats.

Nutrition

Indicateur : Prévalence de retard de croissance

Source : MICS

Période couverte : 2018-2019

Commentaires : Les données nutritionnelles du MICS6 en Guinée-Bissau sont globalement fiables, car elles sont collectées selon une méthodologie rigoureuse incluant un échantillonnage probabiliste à deux degrés et une adaptation locale des outils standards du programme MICS Global. Les mesures anthropométriques, telles que le poids et la taille des enfants de moins de 5 ans, ont été réalisées directement par les enquêteurs sur le terrain, réduisant ainsi les biais de déclaration. Cependant, la fiabilité dépend aussi du respect strict des protocoles de mesure et de la supervision des enquêteurs, ce qui peut varier en fonction des conditions de collecte des données.

Saisonnalité

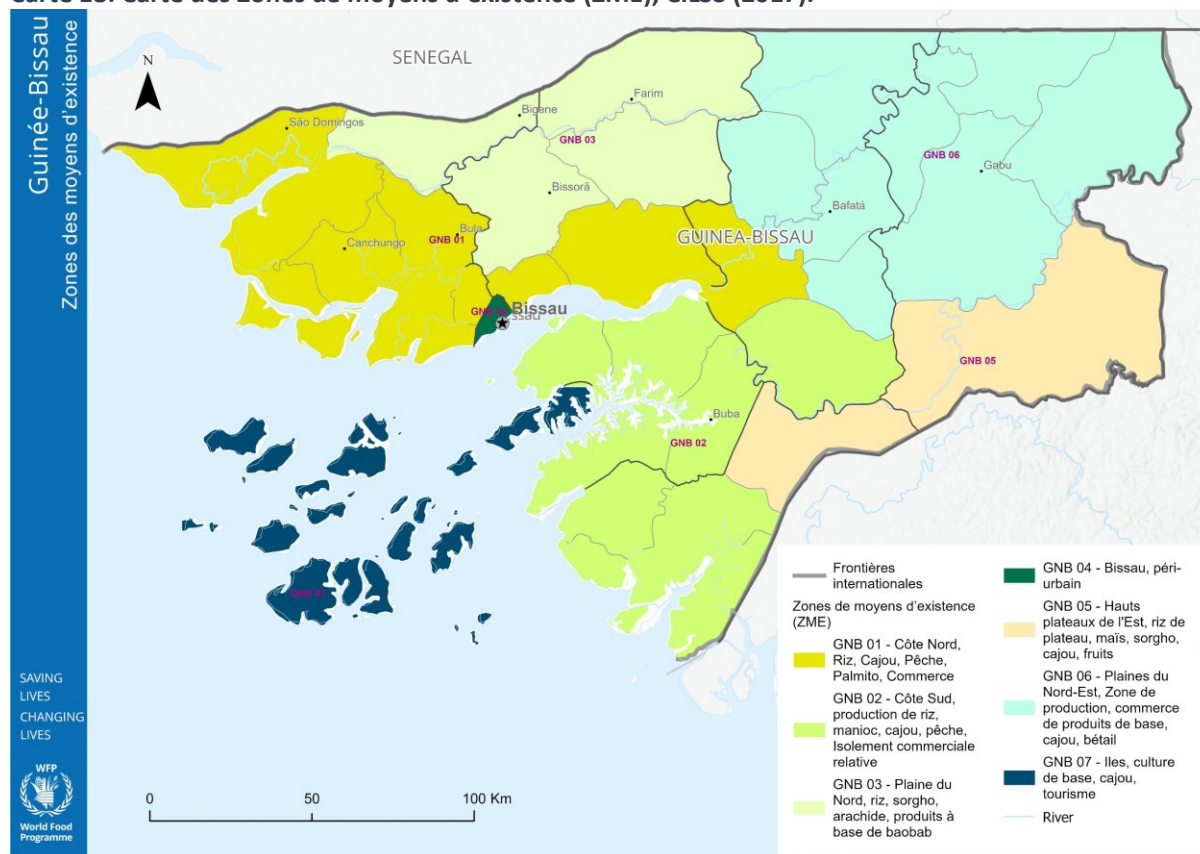
Indicateur : Indice de sécurité alimentaire

Source : Système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SiSSAN).

Période couverte : 2019-2023

Commentaires : Voir section sécurité alimentaire.

Carte 18: Carte des Zones de moyens d'existence (ZME), CILSS (2017).



5.2. Tableaux de données

Tableau 3: Données et analyse de la sécurité alimentaire

						A				B			C		Score ICA de sécurité alimentaire
						Récurrence au- dessus du seuil				Moyenne par rapport à la moyenne du groupe (intensité relative)			Écart type (variabilité/ pics)		
Seuil						#<=0	#>THLD	%	Rank	Mean	Δ	Rank	Sdev	Rank	
20%															
	Population	Passage													
Région		Round	Round	Round	Round										
Tombali	112,044	28%	9%	19%	32%	4	2	50%	2	22%	2%	1	0.102	3	2
Quinara	74,637	22%	18%	22%	34%	4	3	75%	3	24%	4%	1	0.072	2	2
Oio	264,524	37%	24%	23%	44%	4	4	100%	3	32%	12%	3	0.103	3	3
Biombo	114,360	38%	10%	23%	28%	4	3	75%	3	25%	5%	2	0.119	3	3
Bafata	246,889	21%	10%	27%	35%	4	3	75%	3	23%	3%	1	0.103	3	2
Gabu	252,768	40%	19%	24%	40%	4	3	75%	3	31%	11%	3	0.110	3	3
Cacheu	227,473	38%	12%	18%	18%	4	1	25%	1	21%	1%	1	0.113	3	2
Bolama Bijagos	39,901	22%	15%	16%	22%	4	2	50%	2	19%	-1%	1	0.037	1	1
Seuil	1,332,596	20%	20%	20%	20%										
													0.097		

Tableau 4: Prévalence de la malnutrition chronique (MICS, 2018-2019).

	Poids-pour-âge			Nombre d'enfants ayant un poids et un âge [A]	Taille-pour-âge			Nombre d'enfants de taille et d'âge [A]	Poids pour la taille					Nombre d'enfants avec poids et taille [A]
	Faible poids		Z-Score moyen (SD)		Malnutrition chronique		Moyenne du Z-Score (SD)		Malnutrition aigue globale		Surpoids		Z-Score moyen (SD)	
	Pourcentage inférieur				Pourcentage inférieur				Pourcentage inférieur à		Pourcentage supérieur à			
	- 2 SD [1]	- 3 SD [2]			- 2 SD [3]	- 3 SD [4]			- 2 SD [5]	- 3 SD [6]	+ 2 SD [7]	+ 3 SD [8]		
Total	16.3	3.8	-1.0	7,416	27.7	8.7	-1.3	7,369	5.1	1.0	2.6	0.5	-0.3	7,410
Sexe														
Masculin	17.2	4.7	-1.0	3,802	29.7	9.9	-1.4	3,763	5.6	1.2	3.1	0.6	-0.3	3,796
Féminin	15.3	2.9	-0.9	3,614	25.6	7.5	-1.2	3,606	4.5	0.8	2.0	0.4	-0.3	3,614
Zone de résidence														
Urbaine	11.5	2.3	-0.7	1,922	17.4	5.0	-0.9	1,909	4.7	0.7	3.1	0.5	-0.2	1,920
Rurale	18.0	4.3	-1.0	5,493	31.3	10.1	-1.5	5,460	5.2	1.1	2.4	0.5	-0.3	5,490
Région														
Tombali	11.7	1.8	-0.8	379	24.5	7.5	-1.2	379	4.2	1.1	3.6	0.6	-0.2	380
Quinara	11.7	2.5	-0.9	346	22.0	6.0	-1.2	346	3.1	0.3	2.2	0.2	-0.3	346
Oio	20.9	6.1	-1.2	1,199	36.8	11.7	-1.7	1,193	6.8	1.4	2.5	0.4	-0.3	1,191
Biombo	9.9	2.7	-0.7	546	24.3	7.2	-1.2	538	3.7	0.6	6.3	2.1	0.0	543
Bolama/Bijagós	10.5	2.0	-0.8	110	17.1	4.6	-1.0	108	2.2	0.2	2.0	0.5	-0.3	109
Bafatá	17.2	4.2	-1.0	1,616	31.6	10.5	-1.5	1,613	3.4	0.6	1.8	0.2	-0.2	1,617
Gabu	22.8	4.8	-1.2	1,291	30.5	10.8	-1.4	1,279	8.1	2.1	1.2	0.5	-0.5	1,296
Cacheu	14.3	2.8	-0.9	817	27.8	7.9	-1.3	811	3.5	0.6	2.5	0.4	-0.2	820
SAB	10.4	2.2	-0.6	1,111	14.3	3.7	-0.7	1,102	5.2	0.7	3.3	0.4	-0.2	1,109

Tableau 5: Tableau final AIC

Région	Niveau de risques de chocs naturels	Niveau d'insécurité alimentaire	Catégorie AIC (détail)	Catégorie AIC	Niveau de risque de sécheresse	Niveau de risque d'inondation	Niveau de dégradation de terre	Niveau de fréquence de mauvaise saison de croissance
Bafatá	3	2	Zone 2a	Catégorie 2	3	2	Bas	3
Biombo	1	3	Zone 3a	Catégorie 3	1	1	Elevé	1
Bissau	1	1	Zone 5	Catégorie 5	1	1	Elevé	1
Bolama	2	1	Zone 4b	Catégorie 4	2	1	Elevé	2
Cacheu	3	2	Zone 2a	Catégorie 2	3	2	Bas	3
Gabú	3	3	Zone 1a	Catégorie 1	3	3	Moyen	3
Oio	3	3	Zone 1a	Catégorie 1	3	3	Bas	3
Tombali	3	2	Zone 2a	Catégorie 2	3	2	Moyen	3
Quinara	3	2	Zone 2a	Catégorie 2	3	3	Bas	3